

LE SPECTATEUR

DE

L'ORIENT.

Livr. 42 et 43 — 25 Mai (6 Juin) 1855.

Sur la question d'Orient et sur la population agricole de la Turquie.

—0000—

Nous venons de lire dans la *Revue Britannique* un article du *Blackwood's magazine* sur la question d'Orient et sur la population agricole de la Turquie. Cet article ne pouvait manquer d'attirer notre attention, et par son titre et par le but qu'il se propose. En effet, la question d'Orient ne touche pas seulement à l'équilibre et à la prospérité de l'Europe entière, mais encore aux intérêts les plus palpitants des populations chrétiennes qui se trouvent sous la domination turque. Notre attente a été cependant trompée; car loin de trouver dans cet article une solution praticable de la question d'Orient, qui mette un terme définitif aux embarras et aux difficultés qui ont

interrompu la paix dont l'Europe jouissait depuis quarante ans, nous avons reconnu, tout au contraire, que l'auteur de l'article en question, appartenant à cette école qui a la prétention de régénérer la Turquie par un coup de plume ou par des réformes puisées dans la législation et l'état social des nations chrétiennes de l'Europe, n'a fait que donner une nouvelle édition d'un programme déjà connu, dont l'inanité devient tous les jours plus évidente, à mesure que le gouvernement turc se voit forcé de promettre beaucoup à ses puissants alliés, sauf à justifier plus tard les raisons qui l'auront empêché de tenir ses engagements. Nous ne contesterons pas à M^r. Alph. C. le mérite d'avoir mis en lumière lui aussi avec les Beaujour, les Urquhart, les Ami Boué, les Tchihacheff etc. les causes immédiates de la ruine de l'agriculture et de la misère des classes laborieuses en Turquie, et d'avoir indiqué les moyens d'y remédier. Nous pensons cependant que si M^r. Alph. C. avait renoncé à la méthode empirique si souvent employée jusqu'ici, il n'aurait pas pris les symptômes de la maladie organique dont la Turquie est affligée, quelque alarmants qu'ils soient, pour la maladie elle-même; mais il aurait procédé à un examen plus sérieux des causes qui ont fatalement amené la décadence de la Turquie, et qui mettent actuellement un obstacle insurmontable aux réformes intérieures proposées pour sa régénération; et si par suite de cet examen, il ne concluait pas que la maladie de la vieille société musulmane fût incurable, il en aurait au moins naturellement déduit les moyens propres à arrêter ses progrès. M^r. Alph. C. semble cependant avoir senti lui tout premier, les défauts inhérents à sa méthode; car tout en avançant que :

« la solution de la question d'Orient est tout entière dans les réformes intérieures de la Turquie, » il paraît avoir fort peu de confiance dans la réalisation de ces réformes.

« Si l'empire Ottoman, dit M^r. Alph. C. parvient à se régénérer, son indépendance politique et son intégrité territoriale sont assurées pour de longs siècles; mais s'il échoue dans ses efforts, si l'œuvre généreuse à laquelle le Sultan actuel et son père ont attaché leurs noms, est abandonnée par leurs successeurs, les victoires des armées et des flottes Anglo-françaises pourront prolonger quelque temps l'agonie de la vieille société musulmane; elles n'empêcheront pas *cet édifice vermoulu* de tomber en ruines et de crouler, tôt ou tard, sous les coups de la Russie. » D'accord; mais la vieille société musulmane est-elle en état de se régénérer par l'adoption et la réalisation de réformes puisées dans la législation et l'état social des nations chrétiennes de l'Europe? C'est là toute la question: M^r. Alph. C. ne pouvant la résoudre, s'est vu forcé de l'é luder.

Ainsi, une des mesures les plus efficaces pour assurer l'intégrité et l'indépendance de l'empire Ottoman serait, d'après M^r. Alph. C., l'égalité devant la loi de tous les sujets du Sultan *sans distinction de race ni de religion*. Il y a cependant bien des personnes dont l'autorité est très respectable dans ces matières, qui pensent que « la domination turque en Europe dépend uniquement de l'inégalité créée par la conquête, que numériquement inférieurs à la population subjuguée, les Turcs ne restent les maîtres que parcequ'ils vivent armés et campés, le pied sur la tête d'une foule de laboureurs et d'artisans, que l'in-

fériorité dans laquelle ils sont accoutumés à vivre, maintient seule dans la soumission (*).»

Telle est la raison pour laquelle la Turquie ne voudra jamais consentir à accorder à ses sujets chrétiens l'égalité civile et politique, dont on a fait tant de bruit dans ces derniers temps. Mais en supposant même que l'Europe arrachât à la faiblesse de la Turquie des concessions avantageuses aux chrétiens, le gouvernement ture pourrait-il les maintenir ? Et dans le cas contraire, ne serait-il pas attentatoire à la dignité des grandes Puissances de l'Europe, que la Turquie ne remplit point ses engagements envers elles ? Et la violation incessante de ces engagements ne serait-elle pas une cause de conflits, d'embarras et de complications nuisibles, sous tous les rapports, au repos de l'Europe ? Ces questions sont on ne peut plus importantes, et il est étonnant qu'elles aient échappé à l'attention de M^r. Alph. C. Mais peut-être a-t-il évité de les poser pour se soustraire aux difficultés de leur solution. Aussi se borne-t-il à prescrire le régime du malade, sans se demander s'il est en état de le supporter.

Et de peur qu'on ne vienne à se poser ce problème bien autrement redoutable ; si les Puissances au lieu de vouloir obtenir à grands frais la régénération d'un pouvoir qui se meurt, ne devraient pas plutôt s'occuper à trouver l'héritier légitime qui doit un jour le remplacer, M^r. Alph. C. ne craint pas d'avancer sur des données qu'il a probablement puisées dans quelque excursion de touriste, que la Grèce se trouve presque dans le même état que la

(*) Worms. Recherches sur la constitution de la propriété territoriale dans les pays Musulmans,

Turquie. Au reste, en assimilant ainsi la vieille Turquie à la jeune Grèce, il ne se borne pas à signaler les défauts et les faiblesses de notre société, et les causes des souffrances de nos classes laborieuses, il ajoute encore la diffamation et la calomnie à sa critique déjà si sévère. Il serait pourtant facile de reconnaître, que toute société, quel que soit le degré de civilisation auquel elle ait atteint, a ses imperfections et ses infirmités, de même que chaque âge est plus ou moins sujet à certaines maladies du corps. Les nations les plus pauvres et les moins civilisées, comme celles qui sont arrivées au comble de la puissance et des richesses, y sont également accessibles. Et que n'a-t-on pas dit et écrit en deça comme au delà de la Manche, sur la lèpre du pauperisme anglais, et sur la situation désolante de la malheureuse Irlande qui ne se trouve aujourd'hui soulagée de ses longues souffrances, que par l'émigration au delà de l'Atlantique, peut-être du quart de sa population ? Tant il est vrai que même les gouvernements les plus sages et les plus éclairés, parviennent difficilement à faire disparaître et à prévenir le malheur qui paraît être l'attribut inséparable des sociétés humaines.

Tout homme consciencieux ne saurait, certes, faire un meilleur usage de ses facultés qu'en signalant à l'attention des nations et des gouvernements leurs fautes ou leurs erreurs, et en en provoquant le redressement ; mais la première condition d'une critique consciencieuse, c'est l'impartialité. En y mettant de la passion et de la haine, on risque de trahir sa mission et de manquer même le but qu'on s'est proposé.

Revenons au système de M^r. Alph. C. pour indiquer avec lui, les causes de la décadence de la Turquie

et les moyens d'y remédier. « La vraie cause, dit-il, de la ruine de l'agriculture, c'est la manière dont se lèvent les taxes. Le mal est moins dans l'énormité des impôts que dans le mode de perception de ces impôts. Dans l'Empire Ottoman, les taxes qui pèsent sur l'agriculture se paient en nature. Si cette taxe se lève en nature, c'est par suite de l'impossibilité où est le gouvernement de la lever en argent dans des districts éloignés, où il n'existe point de routes, et où les frais de transport excéderaient de beaucoup la valeur des produits. Les mesures adoptées par le gouvernement et les fermiers des revenus publics pour empêcher la fraude, paralysent l'essor de l'agriculture, entravent le développement de l'industrie et mettent obstacle à toute amélioration des méthodes de travail. »

Voici maintenant les moyens proposés par le *Blackwood's magazine* pour améliorer la condition sociale de la population agricole dans l'Empire Ottoman. « Le moyen le plus efficace pour atteindre ce but, serait de commuer la dime et d'imaginer un autre système d'impôt foncier, qui laisserait à l'agriculteur la liberté de diriger à sa fantaisie les travaux de la culture et d'employer son temps en toute saison, de la manière qu'il jugerait la plus avantageuse à ses intérêts ; mais avant d'appliquer cette réforme dans les districts reculés, il faut commencer par construire des routes et des ponts et par faciliter les moyens de transports, tant par terre que par eau. Le paysan ne peut pas payer ses impôts tant qu'il n'a pas l'assurance de trouver pour ses denrées un marché avantageux et qui soit à sa proximité. Or comment pourrait-il exister un marché de ce genre dans un pays, où l'on n'a que des bé-

tes de somme pour transporter les articles les plus lourds. »

Ainsi donc, abolition de la dime et sa substitution par un autre système d'impôt foncier, adoption d'un autre mode de perception et construction de routes afin de faciliter le transport et l'écoulement des produits ; telles sont selon le *Blackwood's magazine* les réformes administratives qui serviraient à « relever l'agriculture de l'état de décadence et de décrépitude où elle est tombée, et à garantir l'intégrité et l'indépendance de l'empire Ottoman. »

Mais ces réformes qui doivent consolider le pouvoir du Sultan et l'indépendance de l'empire ottoman sont-elles praticables ? C'est ce que nous allons examiner en peu de mots.

En Turquie, les taxes qui pèsent sur l'agriculture se paient en nature. Elles ne sont jamais évaluées à moins du dixième du produit brut du sol, sans compter l'obligation imposée au cultivateur de rentrer, de battre et de vanner la part de l'état. Or, si cette taxe se prélève en nature, ce n'est pas seulement par suite de l'impossibilité où se trouve le gouvernement de la lever en argent dans des districts où il n'existe point de routes et où par conséquent les frais de transport excéderaient de beaucoup la valeur des produits, mais encore à cause du défaut de données statistiques ou d'une base cadastrale sur lesquelles le gouvernement pourrait asseoir un autre système d'impôt foncier.

Or, faute de données cadastrales et d'évaluations plus ou moins précises sur le revenu brut, ainsi que sur le revenu net des propriétés, le gouvernement turc se voit d'autant plus forcé de maintenir la dime, que la légitimité

de cet impôt dont l'origine se perd dans la nuit des temps, n'a jamais été contestée en Orient.

Mais aussi longtemps que la dime ne sera pas remplacée par un autre système d'impôt foncier, aucune modification ne pourra être apportée dans le mode de sa perception ; car, pour prélever la dime, il faut d'abord constater la production de chaque propriété ; si donc la constatation annuelle du revenu brut des terres et le recouvrement de l'impôt étaient confiés à des régies ou à des corps d'administration, les malversations des receveurs finiraient infailliblement par absorber en grande partie le produit de l'impôt.

« Dans les premiers temps de la monarchie, dit d'Ohs-son (*) les revenus publics étaient en régie ; mais les malversations des receveurs obligèrent le gouvernement à donner les revenus à ferme, ce qui en assura l'intégrité ; mais en même temps, les peuples furent livrés à l'avidité d'une foule de traitans qui commettaient leurs exactions avec d'autant plus d'audace, que les fermiers généraux étaient des grands de la cour, des ministres d'état, des gouverneurs de provinces etc. etc. »

Telles sont les raisons qui ont empêché jusqu'ici le gouvernement Turc de songer à un autre mode d'asseoir et de prélever l'impôt foncier, et malgré les bons conseils de M^r. Alph. C. et les grands résultats qui doivent surgir d'après lui, de la réforme proposée, nous pouvons affirmer, en pleine connaissance de cause que l'administration turque restera ce qu'elle est ; car nous prétendons aussi avec M^r. Ami Boué « que le temps des miracles est passé,

(*) Tableau de l'Empire Ottoman Tom. VII.

et un changement si complet dans l'administration de la Turquie, serait semblable à un coup de baguette des mille et une nuits.» Il y a plus de 15 ans que le Sultan actuel fit avec toute la pompe possible sa déclaration de Gulhané du 3 Novembre 1839 (*) en vertu de laquelle il s'engageait à changer le mode d'asseoir et de prélever l'impôt foncier ; mais malgré la solennité de ses promesses, rien n'a été modifié jusqu'ici ; tout au contraire, la misère et les souffrances des populations agricoles n'ont fait que s'accroître d'une manière effrayante en dépit des réclamations des régénérateurs bénévoles de l'empire Ottoman. Écartons donc pour le moment la première mesure proposée par le *Blackwood's maga-zine* pour l'amélioration de la condition sociale de la population agricole dans l'Empire Ottoman, et examinons si la seconde réforme à introduire, c'est-à-dire la construction des routes et le perfectionnement des voies de communication, est plus praticable que la première.

(*) Voici le contenu de cette déclaration sur le sujet en question.

« Quant à l'assiette régulière et fixe des impôts, il est très important de régler cette matière, car l'Etat, qui, pour la défense de son territoire, est forcé à des dépenses diverses, ne peut se procurer l'argent nécessaire pour ses armées et autres services que par les contributions levées sur ses sujets. Quoique, grâce à Dieu, ceux de notre Empire soient depuis quelque temps délivrés du fléau des monopoles, regardés mal à propos autrefois comme une source de revenus, un usage funeste subsiste encore, quoiqu'il ne puisse avoir que des conséquences désastreuses ; c'est celui des concessions vénales, connues sous le nom d'iltizam. Dans ce système, l'administration civile et financière d'une localité est livrée à l'arbitraire d'un seul homme, c'est-à-dire quelquefois à la main de fer des passions les plus violentes et les plus cupides ; car, si ce fermier n'est pas bon, il n'aura d'autre soin que son propre avantage. »

« Parmi les questions auxquelles est lié l'avenir de l'empire Ottoman, il en est une, dit M^r. Alph. C., d'un intérêt vital, c'est celle qui se rattache à la condition de la population agricole, dans toute l'étendue de la contrée soumise à l'autorité du Sultan. On se ferait difficilement une idée de la misère et des souffrances de cette population, qui compte à peu près vingt millions d'individus, et sur laquelle pèse, sans distinction de race ni de religion, la plus odieuse oppression fiscale qui se puisse imaginer. On ne s'en doute pas en Europe ; car les plaintes des agas turcs qui dirigent l'exploitation de leurs domaines dans l'Asie-Mineure, les cris de détresse des propriétaires chrétiens qui cultivent les plaines de la Macédoine et de la Thrace, n'arrivent pas jusqu'à nous ; mais qu'on le sache bien, c'est dans la misère de la classe agricole qu'il faut chercher le mal qui dévore la société musulmane, et c'est là que le Sultan Abd-ul-Medjid doit porter au plutôt la réforme, s'il veut conserver sous sa domination ses provinces d'Asie comme ses provinces d'Europe. Depuis quatre siècles, l'agriculture n'a pas fait un pas en Turquie ; telle y est encore ce qu'elle était en Occident au moyen âge. Chaque village se compose d'un nombre limité de huttes et de cabanes ; la population mâle qui s'adonne à la culture, ne peut dépasser un certain chiffre : la quantité de charrues et d'attelages destinés au labourage, est fixée par l'autorité ; il est défendu d'affecter à l'exploitation du sol au delà d'un certain capital. La conséquence de cet état de choses, c'est, on le comprend, un éloignement profond de la part de la population pour le gouvernement central, avec lequel elle n'a, du reste, de rapport que par l'intermédiaire des collecteurs de taxes.

De là cette succession de révoltes et de guerres civiles qui caractérisent l'histoire de la domination ottomane en Asie-Mineure et en Syrie. De là aussi cette alternative à laquelle sont réduites des provinces entières de l'Asie occidentale, d'embrasser la vie nomade sous la suzeraineté du Sultan, ou de demander à une révolution la sécurité de leurs propriétés individuelles. »

Et à la page 98. « Parmi tant d'autres améliorations qu'il est au pouvoir du Sultan d'introduire, les plus urgentes, sans contredit, sont celles, que réclame la condition actuelle des propriétaires et des cultivateurs du sol. Depuis près de deux siècles, le nombre comme la prospérité de la classe agricole a toujours été en déclinant. Il n'est pas de voyageur, ayant visité l'intérieur de l'Asie-Mineure, qui n'ait rencontré à chaque pas des mosquées désertes, des cimetières abandonnés, des villes en ruines, des vestiges de cités autrefois florissantes et d'où les habitants se sont retirés. »

Mais ce n'est pas tout que de constater la misère et les souffrances de la classe agricole, dont la population et le bien être vont toujours en déclinant ; Il faut encore faire remarquer avec M^r. Tchihatcheff, qu'en Asie, par exemple, « les routes tracées manquent presque entièrement et là où sous prétexte de favoriser la circulation des voyageurs, on a aligné ou entassé quelques pierres, ces barbares essais de pavage sont devenus autant d'obstacles, de difficultés impraticables où le piéton et le cavalier ont grand soin de ne jamais se hasarder. « Aussi peut-on dire à la lettre que, pour interdire le passage en certains endroits, les ingénieurs turcs ne sauraient employer de moyen plus efficace que d'y construire une route. »

Au surplus, d'après le même auteur, « les ingénieurs des ponts et chaussées, sont des fonctionnaires à peu près inconnus dans toute l'Anatolie. Il y est encore moins question d'ingénieurs hydrographes (*). »

Si nous voulions enfin nous rappeler, que les finances de la Turquie sont dans ce moment plus que jamais délabrées, que son papier monnoie qui a atteint au chiffre de plusieurs centaines de millions, subit actuellement une baisse de plus de trente pour cent, que la misère des classes laborieuses va toujours en augmentant, par suite des taxes additionnelles auxquelles elles ont été soumises depuis la guerre, et des corvées qui leur sont imposées, nous pourrions juger de l'opportunité de la réforme proposée par M^r. Alph. C. En effet, l'une des deux choses, ou les voies de communication dont la Turquie est entièrement privée, seront exécutées par l'état, ce qui est une pure utopie, vu le délabrement de ses finances, ou bien seront-elles exécutées par les habitans des provinces, ce qui ajouterait de nouvelles charges à celles déjà imposées à des populations qui se trouvent dans une extrême détresse ; et ce n'est guère par la ruine complète et le désespoir de la classe agricole qu'on pourrait améliorer sa condition sociale, et relever l'agriculture de l'état de décadence où elle est tombée.

Mais quoi qu'il en soit, admettons sans objection les conclusions réformatrices du *Blackwood's magazine* communs s'il le faut, avec lui, et la dime et le mode de perception de l'impôt foncier, ouvrons même des voies de communication par de nouvelles corvées imposées à des popula-

(*) Tchibatchef. L'Asie mineure et l'Empire Ottoman.

tions déjà ruinées. Ce n'est pas tout cependant ; car la grande question de la solution de laquelle dépend la pacification de l'Orient, c'est la suppression de fait et de droit de l'inégalité créée par la conquête, c'est la réformation d'un ordre de choses, sous l'empire duquel l'intelligence, et l'activité industrielle sont exploitées par l'ignorance, la fainéantise et la barbarie.

M^r. Alph. C. a bien reconnu cette vérité ; aussi « pour assurer, dit-il, l'intégrité et l'indépendance de l'empire Ottoman, la réforme du mode de perception de l'impôt foncier ne suffit pas. Il faut encore consacrer en fait l'égalité devant la loi de tous les sujets du Sultan, sans distinction de race ni de religion. Tant que chaque habitant ne jouira pas de ce bienfait, l'accroissement de la richesse ou de la population ne faisant qu'accroître, chez les turcs, l'esprit de bigoterie et de fanatisme, chez les chrétiens, le mécontentement et l'insolence, n'aboutirait en définitive, qu'à augmenter les embarras du gouvernement central. Heureusement pour le Sultan, le vieux parti turc lui-même semble reconnaître la nécessité absolue d'adopter des mesures pour dispenser également la justice aux administrés et pour garantir aux mahométans, aux chrétiens et aux juifs l'égalité devant la loi. Le cabinet de Saint-Petersbourg a cru, ou affecté de croire qu'il n'était pas au pouvoir d'Abd-ul-Medjid d'accomplir cette réforme importante. Un grand nombre de personnes qui connaissent à fond l'Orient, partagent sur ce point la conviction qui animait l'empereur Nicolas. Il en est d'autres, cependant, à qui la société musulmane est familière et qui professent à cet égard une opinion différente. »

Quant à nous, qui ne connaissons que trop bien les mœurs et le caractère des musulmans, il nous est impossible de croire à la réalisation de tous ces beaux projets de réforme. Essayez d'effacer par un coup de baguette les distinctions de race et de religion qui forment l'essence de la domination turque, transplantez si vous pouvez, dans les pays musulmans les principes de droit et de justice qui régissent les sociétés Européennes, affranchissez en d'autres mots, du joug de l'ignorance et de la barbarie l'intelligence et l'activité industrielle, et vous aurez donné le coup de grâce à l'édifice vermoulu de la domination musulmane.

Les Turcs sentent parfaitement bien cette vérité ; et leur gouvernement, quelque prodigue qu'il soit de promesses arrachées à sa faiblesse, se garderait bien de heurter les fondements des institutions religieuses, civiles, et politiques de l'Islamisme, en consacrant en fait l'égalité devant la loi de tous les sujets du Sultan.

Nous venons de prouver combien seraient peu praticables les réformes proposées par M^r. Alph. C. et qui d'après lui pourraient seules amener la solution de la question d'Orient. Examinons maintenant si le jugement qu'il émet sur l'état actuel de la Grèce ne porte pas l'empreinte de préjugés et de préventions bien plus regrettables encore que les illusions dont il se berce sur la régénération de l'Empire Ottoman.

En Grèce, dit-il, l'impôt foncier est voté chaque année par une chambre élue au moyen du suffrage universel, ce qui suppose un peuple éclairé. Le Parlement, la magistrature, la ville sont remplis des gens qui parlent sans cesse de leur supériorité dans les sciences morales et

politiques, et qui vantent à chaque instant les avantages immenses qu'ils retirent de la liberté de la presse. Et cependant, en dépit de ce suffrage universel, de cette liberté de la presse, de ces qualités dont la race Albanaise est si fière, la condition de la population agricole, c'est-à-dire des trois quarts environ des sujets du roi Othon, rappelle encore l'ignorance, la barbarie du moyen âge. Le sol ne rend que le minimum de son produit naturel. Comme en Turquie, les réglemens fiscaux faits en vue de prévenir la fraude, entravent tout progrès de l'agriculture et entraînent une déperdition considérable du produit brut du sol et la perte du travail du cultivateur.

Comme en Turquie la récolte reste exposée en plein air. Les voyageurs qui passent près du temple de Thésée et sous les colonnes de Jupiter Olympien, peuvent voir, pendant des semaines entières, des familles de paysans campées autour des granges. Et encore ; « en Grèce comme en Turquie, rien n'a été fait pour remettre l'agriculture en honneur ; à Patras comme à Brousse, il n'y a point de route carrossable pour amener les produits de l'intérieur des terres vers le littoral. »

Quoique le jugement de M^r. Alph. C. sur l'état actuel de la Grèce soit empreint d'exagération et de malveillance, on ne pourrait pourtant contester la vérité de quelques unes de ses assertions. Oui, il est bien vrai, notre agriculture n'a pas fait des progrès désirables, et il est à souhaiter que la dime, qui n'a que l'apparence d'un impôt réparti d'après l'égalité proportionnelle, mais qui est essentiellement injuste en ce qu'elle est prélevée sur la valeur totale des produits de l'agriculture, y compris les frais de production, soit un jour remplacée par un

autre système d'impôt foncier qui au lieu de ralentir les efforts des cultivateurs et de les exposer aux vexations de spéculateurs avides, ranimerait leurs forces industrielles en leur assurant pour quelque temps au moins, le bénéfice entier des améliorations qu'ils auraient faites dans leurs biens. Il est également notoire que, tant que ce système de contributions foncières sera en vigueur, le mode de perception n'en pourrait être changé sans qu'il en résultât un grand préjudice pour le trésor public. Nous avouerons aussi, que l'état de l'agriculture s'améliorerait sensiblement si la Grèce ne manquait pas, sur plusieurs points, de routes qui faciliteraient le transport de ses produits, de l'intérieur des terres vers le littoral; et que c'est à l'imperfection des moyens de transport et des voies de communication, qu'il faut principalement attribuer l'existence de deux faits, qui, quoique opposés, s'y produisent simultanément, de l'abondance, disons-nous, et de la disette de produits identiques dans les différentes parties du même territoire.

Après l'aveu que nous venons de faire, M. Alph. C. nous permettra sans doute de lui soumettre quelques observations sur sa manière de juger de l'état d'un pays et de critiquer ses institutions. Ainsi par exemple, en signalant à l'attention de ses lecteurs, l'état stationnaire de notre agriculture, il l'attribue uniquement au système d'administration qui nous régit. Mais avant de faire peser cette accusation sur l'administration seule, n'aurait-il pas dû prendre en considération que dans tous les pays, où les terres sont soumises au régime de la petite culture, l'esprit de routine des petits propriétaires et le manque de capitaux nécessaires à une meilleure exploitation des

propriétés, opposent constamment des obstacles à l'application de bonnes méthodes de travail, ainsi qu'à l'emploi d'instruments perfectionnés et retardent en général les progrès de l'agriculture?

L'auteur de l'article du *Blackwood's magazine*, qui en sa qualité d'Anglais, devrait être plus en état que nous, de savoir combien il est difficile de changer de vieilles institutions, dont l'origine se perd dans les ténèbres de l'antiquité, n'aurait-il pas dû se rappeler aussi que, pour substituer à la dime un impôt qui soit prélevé sur le produit net des terres, il ne faudrait rien moins qu'une levée matérielle des plans, une expertise, c'est-à-dire une répartition des fonds en différentes classes, d'après leur valeur imposable, enfin une répartition individuelle; et que toutes ces opérations supposent l'existence d'un personnel d'ingénieurs et d'experts aussi nombreux qu'il est probe et capable; que d'ailleurs dans un pays où les forces productives des terres exploitées sont loin d'avoir atteint à leur maximum, et où, par suite des aliénations successives des terres nationales, il s'opère tous les jours des modifications notables dans les cultures, ainsi que dans les revenus qui en proviennent, un cadastre, fût-il confectionné aujourd'hui, serait à recommencer le lendemain.

Enfin, quant à l'imperfection de nos voies de communication, nous lui ferons remarquer, que dans un pays où les capitaux circulants ne sont pas abondants, où l'esprit d'association n'a pas pris le développement désirable et dont le crédit n'est pas encore établi, les travaux publics sont en général d'une exécution extrêmement difficile. Voilà pourquoi sous ce rapport, nous

avons, il est vrai, fort peu fait jusqu'à présent, et il nous reste énormément encore à faire.

Soyons donc justes et ne mettons pas toujours à la charge des gouvernements seuls, les inconvénients ou les imperfections qui ne sont le plus souvent que le résultat naturel de la condition sociale de chaque peuple (*). Mais quoiqu'il en soit des raisons qui ont empêché jusqu'ici certains progrès de s'accomplir parmi nous, si nous voulons apprécier au juste la condition actuelle de la Grèce, et recueillir en même temps les divers éléments qui peuvent servir à la solution des nombreux problèmes qui s'agitent dans le sein de l'Orient, gardons-nous bien de nous préoccuper uniquement des progrès non accomplis dans un pays né d'hier, mais prenons plutôt en considération ce qui y a été opéré depuis qu'on y jouit des bienfaits d'un gouvernement stable et régulier. Ce n'est que par ce coup d'œil, pour ainsi dire, rétrospectif, qu'on pourrait arriver plus sûrement à la solution de cette autre question qu'on ne manquera peut-être pas de poser aussi : si la race grecque possède l'aptitude et les conditions

(*) Le Blackwood's magazine ayant pris à tâche de dénigrer en tout le gouvernement grec, se permet même d'affirmer que « les fonds que vote, chaque année, le Parlement hellénique pour l'entretien de la marine nationale, sont détournés de leur but et appliqués presque exclusivement à l'entretien des yachts de plaisance qui promènent les princes allemands à travers les îles de l'Archipel. » Si ses informations étaient plus exactes, il aurait appris que le budget du ministère de la marine, monte à peu près à un million 400 mille dr : que l'entretien de notre marine, composée toute de navires d'un rang inférieur, coûte beaucoup moins que la moitié de cette somme ; que ces navires suffisent à peine au service intérieur, et que jamais prince Allemand n'a eu l'idée de recourir à nos yachts pour visiter les îles de l'Archipel.

de vitalité nécessaires pour remplir sa vocation dans le monde, et si par sa tendance au progrès et par ce sentiment de nationalité que rien n'a pu dompter jusqu'ici, parce qu'il est enraciné dans le cœur de tous les Grecs, elle n'offrirait pas les garanties désirables aux intérêts majeurs de l'Europe, qui sont engagés dans la question d'Orient.

A l'époque où l'armée française, commandée par l'illustre maréchal Maison, expulsa les Arabes du Péloponnèse, toute la contrée constituant aujourd'hui le Royaume Hellénique offrait le spectacle de la plus complète désolation. Les villes, les bourgs et les villages qui n'avaient pas été la proie des flammes, abandonnés par leurs habitants ; tombaient en ruines ; les campagnes étaient dévastées ; les plantations détruites et les capitaux accumulés par l'activité de la marine marchande avant la révolution, avaient été prodigués pour la cause de l'indépendance nationale et absorbés par les nécessités de la guerre. En un mot, à l'époque où le comte Capodistria mettait la main à l'œuvre, pour restaurer l'ordre légal parmi nous, et que l'apparition du drapeau glorieux de la France faisait cesser les hostilités, les habitants de la Grèce étaient plongés dans la plus extrême misère ; mais bientôt les efforts persévérants et la sollicitude d'une administration éclairée, ne tardèrent pas à faire naître la confiance dans les esprits, et grâce à une sécurité jusqu'alors inconnue, toutes les classes de la société, s'appliquèrent à réparer les pertes occasionnées par la révolution et à se créer des moyens d'existence, par l'emploi de faibles épargnes aux travaux de l'industrie.

C'est ainsi, que par un surcroît d'efforts individuels, qui

succèdent ordinairement à une longue période de désastres et de malheurs, la Grèce parvint à se relever de ses ruines, à reconstruire ses villes et ses villages, à couvrir ses champs de cultures, à replanter ses vignes et ses bois d'oliviers et à augmenter d'une manière surprenante le nombre de ses navires.

En effet, la population de la Grèce qui n'était en 1833, que de 750 mille âmes, a été évaluée en 1851 à 1,002,112. Cette augmentation d'un quart à peu près de la population totale dans l'espace de moins de vingt années paraîtra bien lente peut-être pour un pays nouveau et pour une période de temps qui succédait à une longue série de catastrophes. Nous ferons pourtant remarquer avec M^r. Moreau de Jonnés (*) que l'on peut mesurer par le nombre des naissances, les progrès de la société civile, et par contre, on peut augurer par ses progrès, quelle restriction éprouvera la fécondité. Ainsi par exemple, la population de la France qui s'élève à plus de 35 millions d'habitants, dans un temps de prospérité et dans un état d'aisance et de civilisation incomparablement plus grand, ne donne naissance, qu'au même nombre d'enfants, qui étaient procréés il y a 60 ans, par une population moins grande de 10 millions.

Cette atténuation progressive du nombre des naissances en raison de l'accroissement de la civilisation, n'a pas lieu uniquement en France, mais dans toute l'Europe. Car, à mesure que la mortalité diminue, que la vie moyenne se prolonge et que les progrès de la civilisation imposent des conditions plus difficiles à notre existence

(*) *Éléments de Statistique.*

sociale, ils atténuent en proportion la multiplication des hommes.

Depuis cette même époque, c'est-à-dire depuis 1833, les terres qui étaient laissées en friche pendant la guerre ont été cultivées ; (*) et malgré l'accroissement de notre population, la production des céréales qui monte aujourd'hui à 8 millions de kilos grecs, est presque suffisante à la consommation du pays, car dans les années moyennes, l'importation des céréales ne dépasse pas la valeur de 2 millions de drachmes (**). Mais cette extension de l'agriculture, n'a pas empêché les plantations de se multiplier d'une manière remarquable ; ainsi par exemple, sous la domination turque, l'étendue des terres plantées en raisin de Corinthe ne dépassait pas 25 mille stremmes, (2,500 hectares) elle est aujourd'hui de 130,000 stremmes, représentant une valeur de 40 millions de drachmes ; aussi, la récolte moyenne du raisin de Corinthe, qui était évaluée avant la révolution par M^r. Beaujour à dix millions de livres, s'élève aujourd'hui à 70 millions de livres.

En outre, les vignobles qui sous la domination turque, n'avaient qu'une étendue de 50 mille stremmes, s'étendent actuellement sur un espace de 380,000 et représentent une valeur de 38 millions de dr. (à 100 dr. le stremme.)

Mais on se ferait une idée bien peu exacte des efforts et des sacrifices des Grecs pour améliorer leur situation, si l'on ne voulait se rappeler le nombre de capitaux qui de-

(*) Cette extension de l'agriculture a été surtout provoquée par l'accroissement des populations urbaines.

(**) Exposé du budget de 1853.

puis 1833, ont été dépensés 1^o pour la reconstruction des édifices détruits ou tombés en ruines et pour la formation de nouvelles cités, telles que Hermopolis, Amaliapolis, Sparte, Patras, le Pirée, Athènes; 2^o pour la marine marchande: car la Grèce qui n'avait avant la révolution que 440 bâtiments, jaugeant 52 mille tonnes, en possède aujourd'hui 4230, jaugeant 247, 661 tonnes, et 27,372 marins (*).

Le progrès n'a pas été moins remarquable en Grèce, sous le rapport du développement intellectuel (**). Sans vouloir entrer dans des détails qui nous conduiraient trop loin, nous nous bornerons à faire remarquer que la Grèce qui, il y a à peine vingt ans, ne possédait qu'un très petit nombre de personnes exerçant des professions libérales, peut, à bien juste titre, s'enorgueillir à l'heure qu'il est, de son barreau, de sa magistrature et de son Université, qui est l'unique établissement d'instruction supérieure dans tout l'Orient (***) .

De tout ce qui précède, il résulte que M^r. Alph. C., à l'exemple de la plupart des publicistes qui se sont occupés dernièrement des affaires de l'Orient, renonçant à la méthode d'observation à laquelle nous devons le développement prodigieux de notre époque, prétend opérer la

(*) Si ces faits n'étaient pas suffisants pour prouver l'aptitude des grecs à tous les genres de travaux utiles qui constituent, pour ainsi dire, le fond de la civilisation matérielle des peuples, la prospérité de plusieurs maisons de commerce établies par des grecs dans les différentes parties du globe, le prouverait assez.

(**) Le chiffre des élèves dans les établissements d'instruction publique, monte à 47 mille dont 6250 jeunes filles.

(***) Sur les 633 élèves de nos quatre facultés de l'Université pour l'année 1854 à 1855, les 261 appartiennent aux îles Ioniennes et aux provinces de la Turquie d'Europe.

régénération de la Turquie, par une théorie préconçue et par des moyens élaborés dans le silence du cabinet, sans prendre nullement en considération les obstacles moraux et matériels qui s'opposent à leur réalisation. C'est ainsi, qu'il entreprend la tâche bien difficile de donner la vie à un état où elle s'éteint irrévocablement, tandis qu'il la refuse à la Grèce, qui, forte de sa jeunesse et affranchie des préjugés de race ou de caste, est accessible à tous les progrès; et pour mieux démontrer que la nation grecque qu'il qualifie d'Albanaise, se trouve en grande partie dans un état de barbarie, il signale bien les progrès que la Grèce n'a pas faits dans ces 20 dernières années, mais il passe sous silence ceux qu'elle a accomplis dans ce court espace de temps.

Par toutes ces considérations, M^r Alph. C. parvient à produire une espèce de vide en Orient, sans se rappeler que la politique, ainsi que la nature, a horreur du vide, et que chacune des puissances engagées dans la guerre qui se poursuit actuellement, est trop grande pour le remplir.

Quant à nous, nous avons l'intime conviction, que les souverains de l'Europe, entre les mains desquels la Providence a remis nos futures destinées, ne tarderont pas à reconnaître que la question d'Orient qu'ils seront prochainement appelés à résoudre, n'est susceptible que d'une seule solution avantageuse aux intérêts de l'Europe; elle consiste dans la régénération de l'Orient par la corroboration, et l'affranchissement de tous les éléments de vie épars sur son vaste territoire.

S.

(La suite prochainement.)

Coup d'œil rétrospectif sur les relations politiques des chrétiens de l'Orient avec l'Europe occidentale.

—oooo—

De tous les malentendus qui se propagent et s'accréditent à notre égard en Europe, il n'en est peut-être pas de plus singulier que celui qui a trait à nos rapports avec la Russie. A en croire une certaine opinion, les chrétiens de l'Orient n'auraient jamais eu de sympathies que pour cette puissance. Bien plus; tous les mouvemens qu'ils ont tentés ou accomplis contre la domination ottomane auraient été l'œuvre du cabinet de Saint-Pétersbourg. Parce que depuis quelque temps ils ont les yeux tournés vers le nord, on veut absolument qu'il en ait toujours été ainsi; parce que les trois ou quatre dernières guerres de la Russie contre la Porte ont trouvé un retentissement naturel parmi les misères et les aspirations de l'Orient, on en conclut qu'il a été de tout temps un instrument aveugle de la politique russe. Et ce n'est pas tout encore. Après avoir posé comme un fait, que nous avons été de toute éternité des satellites de la planète du nord (expression de M. Fallmerayer), cette opinion présume qu'il n'en saurait être autrement à l'avenir. Libres, comme esclaves, nous serons toujours à la dévotion de la Russie, en vertu de l'identité des croyances religieuses. Comment alors nous confier les clefs du Bosphore? Nous n'y serions évidemment que les portiers du Tsar. C'est là peut-être un des secrets du cercle vicieux dans lequel se meut

la politique de l'Europe en Orient: on sent que la Turquie s'en va, on comprend que le partage est impossible, on voit qu'il n'y a de praticable que la restauration chrétienne, mais, on se méfie de nous.

Il serait oiseux sans doute de nier les sentimens actuels des chrétiens de l'Orient. Nous ne sommes pas du nombre de ceux qui pensent qu'on puisse ou qu'on doive donner le change à l'Europe sur ce point. Ces sentimens sautent trop aux yeux pour pouvoir être dissimulés; pourquoi d'ailleurs le seraient-ils? Ne se fondent-ils pas sur des considérations très-avouables? Ce qu'on peut et ce qu'on doit faire, c'est de les expliquer et d'en donner la véritable mesure et la véritable portée. Nous avons souvent essayé de remplir cette tâche, nous allons y revenir aujourd'hui en rappelant certains événemens qu'on semble avoir perdu de vue au milieu des préoccupations du présent. Nous allons montrer, l'histoire à la main, qu'il y eut un temps où l'Europe catholique remuait les sujets chrétiens de la Porte tout aussi puissamment et même bien plus fréquemment que ne l'a fait l'empire orthodoxe de nos jours. L'opinion qui nous fait prendre à la Russie toutes nos inspirations, serait renversée ainsi par sa base. La situation actuelle apparaîtrait alors sous son véritable jour; elle ne serait qu'un accident de la politique de l'Orient chrétien. Nous employons à dessein ce mot de politique, car les peuples asservis ont leur politique aussi bien que les peuples libres; elle a ses évolutions et ses phases, comme toute autre, elle prend ses appuis partout où elle les trouve; souvent ses alliances d'aujourd'hui ne sont pas celles d'hier, preuve qu'elles n'engagent pas l'avenir.

En effet, du milieu du quinzième siècle au milieu du

dix-huitième, les relations extérieures de l'Orient chrétien présentaient un aspect bien différent de celui qu'on les a vu revêtir plus tard. L'insurrection était en permanence chez nous aussi bien pendant cette longue période qu'après ; seulement à cette époque, nos aïeux, au lieu de s'appuyer sur la Russie, qui ne se mêlait pas encore de leurs affaires, se concertaient et se liguèrent avec l'Europe catholique, avec Venise surtout, par la raison que Venise surtout était alors en guerre continuelle avec la Porte. L'influence et l'action de l'empire orthodoxe ne date que depuis quatre-vingts ans environ ; en ce temps là la reine de l'Adriatique s'étant effacée de la scène du monde, et son attitude hostile vis-à-vis de la Turquie ayant passé à un autre État, les Grecs ont voulu profiter de ce nouvel ennemi de leur ennemi, comme ils avaient cherché autrefois à tirer avantage des guerres incessantes de Venise. Ce n'est pas la faute des chrétiens de l'Orient, si ce fut la Russie qui hérita de cette situation ; pour eux, ils auraient agi de même envers tout autre État, catholique, protestant, ou même non chrétien. L'identité de religion a pu renforcer leurs sympathies actuelles ; elle ne les a pas créées. Ce qui les a créées, nous ne saurions trop le répéter, ce fut la position agressive du cabinet de Saint-Pétersbourg. On le comprendra aisément en jetant un coup d'œil sur les rapports politiques qu'ils avaient entretenus autrefois avec l'Europe occidentale, et principalement avec Venise.

Le conquérant de Constantinople était encore assis sur son trône ; George Castrioti continuait encore sa défense désespérée dans la nouvelle Épire ; la Grèce proprement dite était à peine soumise à la juridiction des pachas

turcs, que déjà les Grecs faisaient, sur les instigations de Venise, leur première tentative de révolte. Beaucoup d'insulaires de Candie passèrent dans la Morée pour aider au mouvement ; un jeune Grec fit soulever la ville de Sparte ; un autre pénétra dans Corinthe, dont il espérait gagner les habitans contenus par une garnison turque, qui de son côté était assiégée par un détachement vénitien ; la population entière de la péninsule travailla avec ardeur au rétablissement de la muraille de l'isthme. Cette entreprise échoua ; bientôt une armée nombreuse de musulmans, forçant le faible rempart élevé entre Loutraki et Calamaki, vint ravager impitoyablement la portion de la Morée qui avait prêté l'oreille aux suggestions des Vénitiens. Mais les chrétiens d'Orient n'en persistèrent pas moins à croire qu'il était de leur intérêt de faire cause commune avec tous ceux qui avaient encore le courage de s'opposer aux progrès de la puissance ottomane. Aussi vit-on peu après les habitans de Chalcis faire, à côté de la garnison vénitienne, une résistance intrépide à l'armée de siège commandée par Mahomet II. en personne ; des femmes grecques combattirent sur les remparts, et on en trouva plusieurs parmi les morts après la prise de la ville. Plus heureuse, la garnison grecque de Lépante parvint à repousser, pour le compte de la république, l'attaque du pacha de Roumélie ; et si Rhodes, possédée alors par l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, put, à la même époque, opposer une défense intrépide et victorieuse aux assauts des Turcs, ce succès fut dû en grande partie aux milices grecques du pays (*).

(* Essai historique sur l'état de la Grèce actuelle, par M. Villemain. 3e. édition. Paris, 1837. P. 102—103.

Combattre contre les musulmans, n'importe pour qui ou avec qui, c'était pour les chrétiens de l'Orient attaquer leur principal ennemi. Quand ils ne pouvaient pas arborer leur propre drapeau, ils se rangeaient sous le premier venu des drapeaux chrétiens de l'Europe ; lorsqu'il ne leur était pas donné de se battre pour leur liberté politique, ils s'en allaient se faire tuer pour leurs croyances religieuses. Un instinct irrésistible semblait leur dire, que le culte était ici le plus puissant appui de la nationalité, et que le sang qu'ils versaient pour la religion finirait par profiter à l'indépendance. L'essentiel pour eux fut toujours d'amener la chute du gouvernement turc ; cela fait, ils n'ont jamais douté que le pays serait à eux. Venise était trop faible pour se l'approprier ; de nos jours, les grandes puissances y ont des intérêts trop peu conciliables pour se le partager. Les chrétiens de l'Orient trouvaient d'ailleurs dans cette lutte incessante contre l'islamisme l'avantage de ne pas perdre l'habitude des armes. Venise formait partout des milices grecques et leur donnait le même rang qu'aux troupes vénitiennes ; l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem faisait de même. Mais laissons encore parler les faits.

Vers la fin du quinzième siècle, la Grèce fut agitée d'un mouvement beaucoup plus considérable que la première entreprise des Vénitiens : cette fois il ne s'agissait de rien moins que du rétablissement de l'empire chrétien. Charles VIII traversa l'Italie en conquérant ; jeune et vainqueur il conçut un moment le projet de s'asseoir sur le trône de Constantinople. Il acheta d'un des Paléologues ses droits sur l'empire grec, prit le diadème d'empereur d'Orient pour faire son entrée triomphale dans la ville de

Naples, et se mit en communication avec tous les chrétiens qui, gémissant sous le joug ottoman, soupiraient après leur délivrance. L'archevêque de Durazzo servait d'intermédiaire à ces intelligences ; de grands amas d'armes se firent dans cette ville ; des envoyés de la Morée, de la Thessalie, de l'Albanie et des provinces slaves venaient à Venise et dans la Pouille conférer avec les Français. Il y fut convenu que Charles marcherait d'Otrante sur Avlone dans la nouvelle Épire, et d'Avlone sur Constantinople, à travers les populations grecques, slaves et albanaises, qui toutes lui promettaient leur secours. Cinq mille Grecs étaient prêts à se soulever dans la seule Thessalie. On le voit, les populations orthodoxes de l'Orient ne se faisaient nullement scrupule d'appeler à la tête de l'État un souverain catholique. Après la triste expérience du treizième siècle, elles savaient bien que personne ne s'aviserait plus de forcer leur conscience ou de les gouverner à l'aide d'une aristocratie militaire exotique. Vouloir faire triompher à toute force le catholicisme en Orient, risquer de perdre les fruits d'une belle combinaison politique pour le plaisir d'imposer deux ou trois points dogmatiques inaccessibles à l'entendement humain, pouvait tout au plus flatter certaines convoitises cléricales, mais ne devait guère convenir à un roi de cette France, qui fut la première en Europe à mettre des bornes aux prétentions exagérées de la papauté. Il avait encore moins besoin de s'appuyer sur une aristocratie étrangère ; douze millions d'hommes n'aspiraient qu'à mettre à sa disposition leurs bras, leurs fortunes, leur intelligence et une magnifique marine, pour lui former un empire qui devait l'élever au niveau des plus puis-

sants potentats de la terre. Que pouvait désirer de plus une noble ambition ? En France, la restauration fut résumée dans ce mot devenu historique : il n'y a qu'un Français de plus. La question d'Orient sera également résolue le jour où l'élu de l'Europe pourra proclamer son avènement à Constantinople par ce mot : il n'y a qu'un chrétien de plus. Ce qu'il nous faut en effet, c'est avant tout un monarque chrétien qui puisse organiser, discipliner et centraliser ces populations grecques, dont les forces éparpillées s'usent aujourd'hui dans un fatal antagonisme contre un gouvernement abhorré. Après cela que ce monarque soit d'origine orthodoxe, catholique ou protestante, qu'importe ? Du moment où il aura été sacré à Sainte-Sophie, il sera avant tout Grec. Il aura sans doute besoin d'appeler du dehors quelques hommes capables de l'aider dans l'organisation technique de l'administration, et surtout de l'armée et de la marine ; mais quant aux conditions morales du nouvel établissement, langue, religion, esprit national, intérêt politique, il ne pourrait faire autrement que de les puiser dans le sein du pays. L'exemple du roi Othon et de la reine Amélie est là pour fournir la preuve de cette assertion ; et si les frères mêmes de Napoléon I, qui ne montèrent sur les trônes de Naples, de l'Espagne et de la Hollande, que par la grâce du génie du chef de leur famille, se virent néanmoins obligés d'épouser les intérêts de leurs nouvelles patries au point de se mettre en opposition avec la politique du dominateur dont ils tenaient tout leur pouvoir, comment croire que le nouveau souverain de l'Orient ne s'identifierait pas avec ces populations dont il sera l'idole, parce qu'elles verront en lui le symbole

et le garant en même temps de leur émancipation ?

Telles sont, telles furent de tout temps les convictions des chrétiens de l'Orient, et voici pourquoi nos aïeux se préparèrent à appuyer avec un dévouement sans bornes les desseins de Charles VIII. Malheureusement ces desseins convenaient peu aux états italiens ; et le chemin un peu détourné que le roi prit pour arriver en Grèce par la conquête de Naples, n'était pas de nature à apaiser les inquiétudes du pape et des Vénitiens. Réunis aux rois de Castille et d'Aragon, ils cherchèrent à lui susciter des embarras sur ses derrières. Le jeune prince, vainqueur à Fornoue, put regagner avec gloire son royaume, mais il dut abandonner ses projets. Non contents même de cette retraite, les Vénitiens dénoncèrent à Bajazet les intelligences qui s'étaient établies entre Charles VIII et les chrétiens de l'Orient. Le rêve brillant de ces malheureuses populations aboutit ainsi à une catastrophe ; le Sultan leur fit sentir tout le poids de son courroux, en inondant le pays de sang.

Bientôt cependant Venise, attaquée par Bajazet, ne manqua pas d'appeler de nouveau les Grecs à la liberté ; et, chose bien plus remarquable, quelques cantons du Péloponnèse ne restèrent point sourds à sa voix. Dans des temps plus rapprochés de nous, il y eut de même beaucoup de ces alternatives d'appui et d'abandon dans la politique de l'Europe par rapport aux chrétiens de l'Orient. Ceux-ci ont toujours tâché de profiter des occasions propices que cette politique leur présentait, sans lui garder rancune pour ses momens d'indifférence ou de désaffection. C'est qu'ils n'ont jamais eu la folie de croire qu'une puissance quelconque verserait son sang et

ses trésors pour leur faire cadeau de la liberté. Ils ont pu ainsi devenir des victimes sans avoir été des dupes ; car ne s'étant nullement bercé de vaines chimères, ils n'en ont pas eu les déceptions. Décimés en 1496 par suite de la dénonciation des Vénitiens, ils s'empres- sent, trois ou quatre ans après, de se ranger à leurs côtés, dès qu'il s'agit d'une prise d'armes contre leurs ennemis, et s'en vont partager les risques de la guerre avec leur récents délateurs, comme si c'étaient de très-fidèles alliés. Cet effort de 1499 ne réussit pas plus que les précédents ; une nombreuse armée turque, pénétrant dans le Péloponnèse, ravagea par le fer et le feu tous les cantons qui avaient fait mine de se soulever. Les Grecs se remirent alors à combattre pour Venise. Ils se distinguèrent dans la défense malheureuse de Modon ; ils sauvèrent Nauplie. En 1538, le grand Soliman étant venu faire une descente à Corfou, avec une flotte nombreuse commandée par le fameux Barberousse, les habitans repoussèrent ses attaques avec un courage «digne de n'être pas employé »pour des maîtres,» dit M. Villemain. Le Sultan fut forcé d'abandonner la partie. En 1570 et 1571, les milices Chy- priotes déployèrent l'héroïsme le plus sublime dans les sièges mémorables de Famagouste et de Nicosie. «Des »cendres,» dit encore M. Villemain, «des cendres et un »pays dépeuplé restèrent au pouvoir des Turcs. Au siège »de Famagouste un Grec d'une taille gigantesque sortait »souvent de la ville pour défier les plus braves d'entre »les Turcs et revenait toujours vainqueur. Cet exemple »animait le courage des Grecs et ils se battirent comme »un peuple libre.» Enfin, pour ne citer ici que les événe- mens les plus considérables de cette époque, à la bataille

navale de Lépante, un grand nombre de Grecs, huit mille dit-on, payèrent de leur sang le triomphe éclatant de la chrétienté ; la bravoure et l'habileté dont ces marins y firent preuve, annonçaient déjà les vainqueurs de Samos et de Caphirée (*).

Tant de dévouement à la cause chrétienne ne restait point sans récompense. Indépendamment des atteintes qui étaient portées de temps à autre à la puissance otto- mane, et des autres avantages que Venise accordait aux chrétiens de l'Orient, le sénat de cette ville recomman- dait sans cesse à ses agens de protéger la religion ortho- doxe contre les empiétemens du clergé latin. Il ne se las- sait pas de leur rappeler qu'il fallait absolument faire respecter le libre exercice du culte du pays ; qu'il était de leur devoir d'infliger les peines les plus sévères à tous ceux qui s'aviseraient d'y mettre des obstacles ; que telle était la volonté formelle et constante du gouvernement, et que ce n'est qu'à cette condition que la domination vénitienne pouvait se conserver en Orient (**). Cette puis- sance catholique comprenait l'importance que devait avoir la religion orthodoxe dans les affaires de ce pays tout aussi bien que la Russie de nos jours, et elle fai- sait en faveur du culte national, des démarches qui n'é- taient pas sans avoir quelque analogie avec la manière

(* Essai historique de M. Villemain, p. 112—114 118. 141—143.

(**) Voir dans le Magasin historique de Lebret l'instruction du doge Nicolas da Ponte au duc de Crète, en date du 20 août 1578 ; la lettre du même doge au comte de Sebenico en Dalmatie, du 20 août 1582 ; la lettre du doge Francesco Erizzo au comte de Sebenico, en date du 11 Mai 1641 ; le décret expédié par le Sénat, le 14 Juillet 1718, au pro- véditeur général de Dalmatie et de l'Albanie, etc.

d'agir actuelle de l'empire du nord. D'autres états catholiques croyaient, il est vrai, devoir suivre une politique différente; mais ce ne sont pas eux qui ont exercé une influence durable en Orient, tandis que Venise a pu s'y maintenir durant quatre cents ans, tout en ayant à lutter contre l'islamisme qui alors était à l'apogée de sa puissance.

Toutefois les Grecs ne se tenaient point pour satisfaits des modestes avantages qu'ils obtenaient en faisant cause commune avec Venise; ils ne cessaient de viser à l'indépendance et de travailler à la restauration de l'empire. Les premières années du dix-septième siècle furent encore marquées par une entreprise qui a eu toute la portée de celle de Charles VIII. A cette époque le gouvernement turc avait voulu ajouter aux exactions dont il accablait ses sujets, un impôt sur l'église. Cette nouvelle charge mit le comble à l'exaspération du pays. Une réunion des dignitaires du clergé et des primats civils eut lieu, en 1614, à Koukli, ville de la haute Albanie. Toutes les contrées septentrionales du continent greco-slave y furent représentées: on y vit accourir des envoyés de l'Albanie, de l'Épire, de la Macédoine, de la Bulgarie, de la Serbie, de l'Herzegowine et de la Dalmatie. Une plan détaillé d'insurrection fut élaboré et adopté par cette assemblée: achat de munitions, formation d'une armée de 160,000 hommes, fabrication d'une monnaie provisoire rachetable après la fin de la guerre, désignation des forteresses qui devaient être surprises, marche sur Andrinople et sur Constantinople, tout y était prévu, ainsi qu'il résulte du procès-verbal rédigé le 8 Septembre 1614 et qui a été heureusement retrouvé de nos jours,

On lit entre autres dans cette curieuse pièce, que les insurgés avaient déjà conclu un traité d'alliance avec les princes de la Valachie et de la Moldavie, et qu'ils comptaient aussi sur la coopération de l'empereur d'Allemagne.

En même temps que de si vastes projets se préparaient au nord, le clergé et les primats de la Laconie entretenaient une correspondance suivie avec le duc Charles II de Nevers, qui en sa qualité de descendant des marquis de Montferrat-Paléologue, prétendait avoir quelques droits sur le trône de Constantinople. Dans leurs lettres, les Maniotes lui donnent constamment le nom de Paléologue et le saluent déjà du titre d'empereur. Ils se déclarent prêts à appuyer son entreprise par tous les sacrifices possibles, et affirment qu'il est attendu en Grèce comme un Messie. Nous ne saurions assurer jusqu'à quel point l'assemblée de Koukli se concertait également avec le duc de Nevers; ce qui est certain, c'est que le procès verbal du 8 Septembre 1614 a été découvert parmi les papiers de cette maison, et qu'on y trouva aussi quelques autres indices d'une action commune, notamment une lettre annonçant l'arrivée à Paris de l'évêque de Durazzo Chariton. Quoiqu'il en soit, combinés ou non avec l'assemblée de Koukli, les projets du duc de Nevers furent suivis pendant quelque temps avec persévérance. Le père Joseph, si connu depuis pour ses relations avec le cardinal de Richelieu, prêcha en France, en Espagne et en Autriche une croisade contre les infidèles; le duc Charles fonda un ordre de chevalerie sous le nom de l'armée chrétienne et sous l'invocation de l'immaculée conception de la Vierge; il fit construire et équiper une escadre dont les vaisseaux reçurent les

dénominations caractéristiques de *l'archange Michel, de Saint-Basile de Notre-Dame* etc. (*). Ces efforts et ces sacrifices devaient se briser contre la malheureuse destinée qui semblait s'attacher, depuis tant de siècles, à toutes les entreprises des chrétiens de l'Orient; le temps des croisades était passé; la voix du célèbre capucin fut peu écoutée; l'escadre du duc de Nevers fut détruite par un accident; on ne voit pas que les résolutions de l'assemblée de Koukli aient reçu même un commencement d'exécution, aucun renseignement du moins n'est parvenu jusqu'à nous à ce sujet. Mais quelque constante que fût la fortune dans ses disgrâces envers nos aïeux, elle ne pouvait vaincre l'obstination qu'ils mettaient à rechercher leur indépendance; eussent-ils voulu d'ailleurs y renoncer, que la tyrannie turque se serait chargée de les faire persister par la cruauté de ses avanies. Trompés de nouveau dans leur espoir de s'y soustraire par le rétablissement de l'empire, ils continuèrent leur guerre éternelle contre la Porte sous un drapeau étranger (**).

Dans le fameux siège de Candie, le courage des milices grecques fut remarqué à côté même de ces guerriers français qui y furent envoyés par Louis XIV. « Leur manière de combattre offrait un curieux contraste. Tandis que les plus habiles ingénieurs de la France et de l'Italie, les Castellano, les Quirini, les Maupassan, dans les as-

(*) Mémoire sur l'entreprise du duc de Nevers, lu à l'Académie des inscriptions et belles-lettres de Paris, dans sa séance du 9 Juillet 1841.

(**) Nous ne parlons pas de cette autre protestation armée qui se continuait aussi sans relâche sur l'Olympe, le Pélion, les chaînes du Pinde et les monts d'Agrapha, par les klephtes et les armatoles, car nous ne donnons pas une histoire complète de ces temps. Il ne s'agit ici que des hostilités commises à l'instigation de l'Europe ou en commun avec elle.

» sauts, dans les combats, dirigeaient avec un art savant
 » l'artillerie de l'Europe, les milices indigènes, gardant le
 » cothurne antique, lançaient des flèches avec une force
 » et une justesse redoutées des Turcs, et qui rappelaient
 » ces archers crétois célèbres dans l'antiquité (*).» Quelques années plus tard, ce furent les évêques du Peloponnèse, ce furent ses paysans et ses pères qui facilitèrent à Morosini la conquête de la Péninsule et qui l'aiderent à faire briller d'un dernier mais incomparable éclat, les couleurs de Venise en Orient. N'oublions pas aussi la conduite héroïque des Grecs de Corfou lors du siège de 1716. Leur valeur seconda puissamment le grand capitaine qui présidait à la défense de l'île. A l'assaut livré par les Turcs dans la nuit du 17 au 18 août, Allemands, Esclavons, Italiens avaient déjà cédé, lorsque les Grecs, animés par le génie de Schullenbourg et par les exhortations de leur compatriote, le sergent-général Marc-Antoine Sala (**), parvinrent à repousser l'ennemi par un suprême effort, où l'on vit les femmes et les prêtres partager les périls du combat et la gloire du succès (***).

(*) Essai historique par M. Villemain, p. 153. Il est curieux de noter que tout en combattant sous les drapeaux de Venise, les Grecs évitaient de resserrer beaucoup trop les liens qui les attachaient à la république. Un décret du Sénat les ayant admis, en 1645, à concourir, de préférence à tous les étrangers, pour plusieurs nouveaux titres de patriciens, ils refusèrent. Les termes du décret étaient cependant aussi flatteurs que possible. « La magnifique et royale nation grecque, portait cet acte, sera préférée, comme ayant longtemps tenu le sceptre, et comme ayant bien mérité de la république. »

(**) Il y a aujourd'hui un lieutenant-général Sala au service de la Russie.

(***) Daru, histoire de Venise, tom 3, p. 690—699. Les prêtres surtout y furent admirables d'élan. « Dans un endroit où les assaillants et les assiégés combattaient pêle-mêle, le général voit un moine grec qui retour-

Ce fut le dernier acte de cette lutte de trois siècles. Venise touchait au terme de sa carrière en Orient. Dépouillée bientôt par le traité de Passarowitz de presque tout ce qu'elle y avait possédé autrefois, elle allait s'en éloigner sans retour, pour se voir un peu plus tard effacée complètement de la liste des états indépendants. Il faut le dire cependant; elle ne se retirait pas de ces contrées sans avoir légué à leurs habitans chrétiens des avantages notables. Le sang qu'ils avaient prodigué pour elle ne le fut pas tout-à-fait en vain; si, en faisant cause commune avec Venise, ils n'étaient point arrivés au but principal de leurs efforts, leur politique ne fut pas complètement déçue dans ses calculs; ils en retirèrent des bénéfices qui devaient faciliter beaucoup leur tâche dans l'avenir. Ces bénéfices étaient considérables, bien plus considérables qu'on n'est porté à le croire en s'en tenant à la simple apparence des choses. Sans doute l'empire Ottoman avait fait, depuis la fin du dix-septième siècle et au commencement du dix-huitième, quelques nouvelles acquisitions au sud; mais sans parler des pertes qu'il avait faites du côté du nord, où l'Autriche surtout, s'appuyant également sur les chrétiens, lui enleva des portions de territoire importantes, il sortait en général de cette lutte singulièrement affaibli. Rien ne le prouve mieux que les soulagemens apportés à cette époque dans la condition des rajas. Voyant les

»nait à la charge armé d'un grand crucifix de fer; il lui demande ce qu'il
 »prétend faire, la sciate, la sciate, dit le moine, transposant dans
 »sa fureur ses imprécations, et blasphémant sans s'en apercevoir, C h r i s t i
 »male detti su la testa, que je leur donne de ce maudit Ch.ist
 »sur la tête.»

chrétiens combattre sans cesse tantôt pour Venise, tantôt pour l'Autriche, tantôt pour leur propre compte, le gouvernement turc redouta qu'ils ne finissent par amener la ruine de l'empire; il le redouta d'autant plus, qu'il sentait ses forces diminuer et se résigna à détendre quelque peu les ressorts de sa sauvage tyrannie (*). L'impôt des enfans fut aboli; Moustapha Keuprili publia son premier *nisami djedid*; les Grecs furent appelés à des postes importans dans l'état; on leur ouvrit une carrière encore plus vaste en leur confiant l'administration de la Valachie et de la Moldavie; au sud, la Porte, cessant de harceler le Magne, y installa un chef à peu près indépendant (**). Les Grecs s'empressèrent de profiter de ces avantages avec leur activité accoutumée; ils amassèrent des fortunes, ils bâtirent des villes, ils fondèrent des associations commerciales et industrielles, ils employèrent leur crédit auprès du gouvernement de Constantinople pour prévenir, en tant que possible, les exactions commises dans les provinces, ou du moins pour en alléger le poids. De là cette véritable rénovation que l'on a remarquée dans les destinées des chrétiens de l'Orient depuis le commencement du dix-huitième siècle. Eh bien, tout ce bien-être relatif, toute cette résurrection morale et civile étaient dûs aux guerres qu'ils n'ont cessé de

(*) Hammer's Gesch. d. Osm. R. Tome 6, p. 552.

(**) A peine reconnu par la Porte, le premier bey ou, comme l'appelle Cantemir, prince du Magne, Liberius Yerakari, fit une entreprise très peu connue, quoique bien digne de l'être. Aidé par les Vénitiens, il débarqua en 1692, à Arta et y fut reçu avec empressement par les armatoles et les habitans; bientôt l'Étolie et l'Acarnanie participèrent à ce mouvement, qui s'étendit même jusqu'à Phersale de la Thessalie. Après quatre ans de succès, on dut y renoncer par suite de la paix de Carlowitz.

soutenir contre la Porte, pendant trois siècles, en commun avec l'Europe occidentale.

Il était à présumer cependant que malgré le soulagement apporté à leur condition, ou plutôt à cause même de ce soulagement, les chrétiens de l'Orient ne se réconcilieraient pas avec la domination musulmane. L'arbitraire du gouvernement turc ne rendait ses concessions que trop souvent illusoires ; et puis sa faiblesse croissante semblait convier ses sujets à l'insurrection. Aussi tout en profitant des avantages qu'ils avaient obtenus, persistèrent-ils naturellement dans leurs projets d'affranchissement. Mais en cherchant, comme toujours, des appuis et des soutiens parmi les puissances chrétiennes, ils se virent tout à coup abandonnés par l'Europe occidentale. Venise, nous venons de le dire, était obligée de se retirer du théâtre de ses plus glorieux exploits ; l'Autriche, modifiant la ligne de conduite qu'elle avait suivie jusqu'alors vis-à-vis de la Porte, allait embrasser à son égard une politique passive et purement conservatrice ; les autres puissances ne participaient que de loin en loin aux affaires de l'Orient. Ce fut dans ce moment-là qu'on vit poindre du côté du nord un empire jeune, vigoureux, coreligionnaire qui plus est, s'annonçant déjà comme l'ennemi le plus implacable de l'islamisme et disposé à prêter la main aux chrétiens de l'Orient. Devaient-ils la refuser ? Pouvaient-ils croire que l'Europe, qui ne s'est jamais étonnée de leurs relations avec Venise, avec l'Autriche, avec la France, trouverait tellement exorbitants leurs rapports avec la Russie ? Dans l'un comme dans l'autre cas, les chrétiens de l'Orient n'ont-ils pas poursuivi un seul et même but ?

Nous ne ferons pas l'historique de toutes les insurrections qu'ils ont tentées depuis celle de 1769, soit à l'aide de la Russie, soit en comptant sur une diversion de sa part. Rappelons seulement que même dans cette dernière phase de leur politique, ils n'ont pas manqué d'avoir recours à l'Europe occidentale toutes les fois qu'ils ont été assez heureux pour pouvoir compter sur son assistance. L'entreprise de Riga fut projetée en vue de l'appui qu'on espérait obtenir de la république française. Les habitans de la Laconie s'étaient empressés de députer un des leurs auprès du général Bonaparte, dès qu'ils le virent s'approcher des parages de l'Adriatique (*). De 1824 à 1826,

(*) Le rapport qui annonce cette particularité, adressé le 14 thermidor au V (1er août 1797) par le général en chef au directoire exécutif, contient aussi quelques détails très curieux sur l'accueil qui avait été fait aux troupes françaises à Corfou et dans les autres îles Ioniennes. Nous croyons qu'on ne lira pas sans intérêt l'extrait suivant de ce document publié par M. Daru, parmi les pièces justificatives de son histoire de Venise, tome 7, p. 394—395.

» . . . Le dix messidor nos troupes ont débarqué et pris possession des « forêts de Corfou . . . Un peuple immense était sur le rivage pour accueillir nos troupes avec les cris d'allégresse et d'enthousiasme qui animent les « peuples lorsqu'ils recouvrent leur liberté.

» A la tête de tout ce peuple était le papa ou chef de la religion du pays, « homme instruit et d'un âge avancé.

» Il s'approcha du général Gentilly et lui dit : « Français, vous allez trouver dans cette île, un peuple ignorant dans les sciences et les arts qui illustrent les nations ; mais ne le méprisez pas pour cela, il peut devenir encore ce qu'il a été. Apprenez en lisant ce livre à l'estimer. »

» Le général Gentilly ouvrit avec curiosité le livre que lui présentait le « papa, et il ne fut pas médiocrement surpris en voyant l'Odyssée d'Homère.

» Les îles de Zante et de Céphalonie, de saint-Maure, ont le même désir et expriment les mêmes sentimens pour la liberté. L'arbre de la liberté est dans tous les villages ; des municipalités gouvernent toutes les communes ; et les peuples espèrent qu'avec la protection de la grande nation,

on s'adressa successivement au Pape, au congrès de Vérone, à l'Angleterre; et l'alliance qui, après avoir détruit la flotte turco-égyptienne à Navarin, chassé Ibrahim-pacha de la Morée et bloqué les ports de la Turquie, finit par instituer le royaume de Grèce, était composée tout aussi bien de la France et de l'Angleterre que de la Russie. Il n'est donc pas exact de dire, que tout ce qui s'est fait en Orient depuis le traité de Kainardchi fut l'œuvre exclusive de la Russie. Celle-ci y a joué un rôle prépondérant, elle n'a pas été seule à l'accomplir. Quel qu'il soit, l'état actuel des choses a été produit en dernier résultat par l'action collective de l'Europe. Cet état des choses, on peut le renier aujourd'hui, quoique ce soit un peu tard peut-être, mais il n'est pas juste d'en rejeter toute la responsabilité sur la Russie. Il n'est pas surtout équitable de le reprocher aux chrétiens de l'Orient; d'abord, parce qu'on y a eu sa part, et ensuite parce que les chrétiens de l'Orient y ont travaillé dans un intérêt que la civilisation européenne ne saurait condamner, dans l'intérêt de leur indépendance. Et qu'on ne dise pas qu'ils s'abusent sur les conséquences de leur conduite. Voyez plutôt le chemin qu'ils ont fait depuis la seconde moitié du dix-huitième siècle. A cette époque il y eut bien un amoindrissement de la puissance ottomane, mais elle conservait encore des forces considérables; les chrétiens d'ailleurs

ils recouvreront les sciences, les arts et le commerce qu'ils avaient perdus sous la tyrannie des oligarques.

»Le chef des Maniotes, peuple vrai descendant des Spartiates, et qui occupe la péninsule où est situé le cap de Matapan, m'a envoyé un des principaux du pays pour me marquer le désir qu'il aurait de voir dans son port quelques vaisseaux français et d'être utile en quelque chose au grand peuple.»

n'avaient obtenu que quelques concessions exposées tous les jours aux caprices de l'arbitraire turc. Maintenant l'empire turc est à peu près par terre, et les chrétiens de l'Orient, après lui avoir déjà arraché un royaume, sont sur le point de se faire accorder une égalité des droits qui sera garantie par les plus grandes puissances de l'Europe.

Mais, dit-on, vous êtes encore loin du terme de votre carrière, et la Russie pourrait bien un jour y arriver, par votre faute, avant vous. Il semble pourtant que pour qu'il y ait un empire d'Orient, il faut avant tout que le gouvernement turc cesse d'exister; c'est pourquoi les chrétiens ont constamment poussé à sa destruction pendant quatre siècles révolus. Une fois cette grande ruine consommée, nous comptons sur l'intérêt de tout le monde, sur celui de la Russie comme du reste de l'Europe, pour l'accomplissement de la seconde partie de notre programme. La conquête au profit d'une seule puissance est aujourd'hui une impossibilité. De partage général, il ne peut non plus en être question, car Constantinople est indivisible; or, quiconque aura Constantinople, aura la part du lion. Quant à en faire une ville libre ou neutre, à ne la donner, en d'autres termes, à personne, c'est évidemment l'abandonner à la discrétion du premier venu. Que reste-t-il donc de praticable si ce n'est la restauration d'un grand état chrétien?

La force des choses, c'est la logique de la Providence. Cette logique nous a donné raison pendant quatre cents ans d'épreuves et de souffrances. Espérons qu'elle ne nous fera pas défaut à l'heure de la conclusion.

La Grèce à l'exposition de Paris.

—0000—

La Grèce va comparaître de son côté dans l'immense congrès de l'industrie universelle qui se réunit dans ce moment à Paris. Comme ces frêles embarcations de la Mer-Egée qui ne craignent pas de naviguer auprès des plus gros vaisseaux, et de combattre laborieusement les lames qu'ils soulèvent, elle ose se mettre à côté de la France, de l'Angleterre et de l'Allemagne, non pas avec la prétention de se mesurer avec elles, mais avec l'espérance qu'on voudra lui tenir compte de ses efforts et de ses aspirations; ce dont elle a le plus besoin dans ce moment c'est l'équité. Si elle avait moins de confiance en la justice de l'Europe éclairée, si elle avait cru que son industrie à peine naissante pût jamais être comparée à celle des États grands, riches, peuplés et séculaires, elle aurait préféré rester chez elle, et pleurer sur son sort qui l'a condamnée à être petite, pauvre et dépeuplée. Placée dans de meilleures conditions, la Grèce aurait prouvé par des essais moins imparfaits qu'elle n'est pas l'indigne fille de sa mère.

Des trois ou quatre genres de produits que la Grèce envoie à l'Exposition universelle, je ne parlerai que des objets d'art; ils me paraissent d'autant plus mériter l'attention, que l'art, après la longue interruption de quatre siècles et au delà, n'a commencé à réclamer ses droits dans le pays de sa naissance que depuis dix ans seulement. C'est dans une école très imparfaitement constituée, bien que dirigée avec intelligence, et plus improprement encore nommée polytechnique, que les amis de

l'art ont pu puiser les quelques notions dont ils envoient de faibles échantillons en France.

On remarque d'abord trois ouvrages de sculpture en bois, l'un en relief et les deux autres en creux.

Je dirai deux mots du premier de ces deux genres de sculpture, parceque, si je suis bien informé, il n'est usité qu'en Orient. L'origine de cet art, non pas tel qu'il était pratiqué dans l'antiquité, mais tel qu'il l'est aujourd'hui chez nous, remonte aux premiers siècles du christianisme; l'Église grecque n'admettant pas des statues de plein relief en marbre, en bronze, et même en bois, a adopté la ciselure à petits points à jour, et à traits excessivement déliés et fins. De cette manière on confectionnait des croix, des agnus, des amulettes, des tabernacles, et des images d'une certaine dimension, sur lesquels on représentait tantôt la passion de notre Seigneur, tantôt la Sainte-Vierge, des saints, etc. C'est ainsi que l'art de sculpter sur bois avait été exclusivement consacré à ce que nous appelons aujourd'hui l'hagiographie.

Ce qui est digne de remarque c'est que l'église qui a conservé notre langue et notre nationalité, a aussi conservé cet art comme un précieux dépôt. Après la chute de l'empire grec, il s'est retiré dans les anfractuosités et les falaises du Mont-Athos, et c'est là qu'on le retrouve encore aujourd'hui dans toute sa pureté byzantine, sans qu'il ait rien emprunté à la civilisation moderne, cultivé par les pieux anachorètes.

Tel est l'ouvrage exposé par le moine Agathangelos Triantaphyllo; c'est un carré d'un-demi mètre de hauteur, et de quarante centimètres de largeur, dans le fond duquel il a incrusté, dans une série de compartimens

agréablement disposés, diverses figures microscopiques rappelant les faits principaux de l'ancien et du nouveau Testament. Le cadre ou la bordure, préparé également dans le même style, relève la beauté du tableau, et en rend l'effet plus frappant ; on dirait qu'il vient de sortir des ateliers de la vieille Byzance.

Le caractère particulier à ce genre de sculpture, la diversité des compositions, la simplicité de l'expression des sujets, ainsi que l'idée que vous avez devant vous un art qui n'a été en rien altéré, en dépit des tems et des vicissitudes qu'ils amènent après eux, captivent tellement votre attention, que vous vous sentez saisi d'admiration.

Si l'on avait encore besoin de quelque chose pour ajouter à ces sentimens, nous rappellerions l'âge de l'artiste, qui est un vénérable vieillard à barbe blanche, l'insuffisance de ses instrumens, et la patience avec laquelle il a travaillé à son tableau pendant trois ans.

Le prince Napoléon qui, à son passage de quelques heures par notre ville, a daigné visiter l'humble atelier de l'habile xylographe, a laissé voir le désir de faire l'acquisition de son ouvrage.

Des deux autres gravures en creux, l'une représente la cathédrale byzantine d'Athènes, et l'autre M. Mavrocordatos, président du conseil. Les exposans sont G. Panaghiotaki et P. Skiadopoulos. Ces deux petits ouvrages sont la preuve que la sculpture sur bois vient presque d'atteindre chez nous son perfectionnement, et qu'avec un peu plus de soin dans l'impression, les estampes ne le céderaient pas de beaucoup à celles de l'Europe.

Un quatrième travail xylographique qui n'a pas moins attiré l'attention des connaisseurs, est un grand bas-relief

assez saillant, en bois de tilleul, exécuté avec une rare persévérance et avec beaucoup d'adresse par Philippe Pamma. Il représente la fameuse Victoire Aptère, que l'artiste a voulu nous faire admirer en entier, avec sa tête, sa main et son pied qui lui manquaient jusqu'ici ; la draperie en est magnifique ; elle indique les formes et accuse le nu.

A voir le réduit étroit, obscur et bas dans lequel ce jeune artiste s'était cloîtré pendant des mois entiers pour travailler à son ouvrage, se nourrissant de pain sec, et se fortifiant l'estomac, au beau milieu d'un hiver rigoureux, avec de l'eau froide, on est vraiment étonné de tant de patience et de dévouement.

M. Léonidas Torsy expose le buste en bronze de l'amiral Miaoulis.

Tous ceux qui ont connu l'original sont d'accord pour témoigner sa parfaite ressemblance avec la copie. Ce résultat était d'autant plus difficile à obtenir, que c'est le premier ouvrage métallurgique qui, après la longue émigration de l'art du sol grec, sort des ateliers d'Athènes. C'est ce qui me fait passer sur le défaut de la perfection idéale, qui seule eût pu nous donner une idée de cette grandeur d'âme, de cette force de caractère, de cette ardent patriotisme dont nous a donné tant de preuves l'illustre amiral, lorsqu'il écrasait par ses quelques navires de commerce les formidables flotte de croissant. D'ailleurs l'artiste a dû lutter contre un grand nombre d'autres difficultés, qu'il est enfin parvenu à vaincre à force de travail et de patience.

L'image de la mère de Dieu, assise de face sur un grand fauteuil, tenant son enfant divin dans ses bras, et

se détachant nettement sur un fond tout en or, est exposé par Nicéphore Lytra. Le style dont l'artiste s'est servi est le style byzantin; les ombres sont très bien ménagées, les règles de l'optique exactement suivies, et les contours dessinés avec pureté. Dans sa sévère simplicité la sainte image réclame votre respect pour elle, et vos éloges pour son peintre.

Tel doit être selon nous le type que l'Eglise d'Orient fera bien d'adopter.

Les deux frères Fittalis exposent deux statuette en marbre pentélique; l'invention du sujet, de même que l'exécution, leur appartient en entier.

La première représente un berger qui, debout près d'un arbre, paraît tirer des sons de sa flûte pastorale, tandis que son chien, qui repose à ses pieds, entraîné par la mélodie répandue autour de lui, tourne la tête vers son maître et fixe sur lui ses regards intelligens.

La seconde est un pallicare en vedette qui, assis sur un bloc de pierre, se lève avec agilité pour épier les mouvemens d'un ennemi qui approche.

Le berger, tenant avec sérénité et avec un recueillement visible son instrument, laisse voir le calme profond qui règne dans son âme, que le silence majestueux de la nature, et l'attitude tranquille de l'animal relèvent d'une manière admirable. La naïveté du caractère, l'air mélancolique du berger, l'insouciance de la vie pastorale, sont si bien rendus par le burin de l'artiste, qu'on peut hardiment affirmer que l'exécution répond en tous points à la pensée de l'inventeur.

Le pallicare en se relevant, porte la main gauche sur ses yeux, comme pour mieux distinguer l'ennemi, tandis

qu'il saisit vivement son fusil avec la main droite, et se prépare au danger. Son geste instinctif est animé, sa figure résolue et expressive, et les mouvemens du corps sont parfaitement entendus. On voit que l'artiste a su allier les deux conditions recommandées par l'art de la sculpture, le mouvement et le calme; il a répandu tant de chaleur et tant de vie sur les traits du son pallicare, qu'on croirait en le voyant qu'il entonne une de ces chansons kléptiques, qui nous rappèlent les exploits de nos pères esclaves contre les tyrans de leur patrie.

On ne peut s'empêcher d'admirer en même tems la précision avec laquelle le costume pittoresque du soldat grec a été exécuté; les plis sont faciles et coulans; la foustanelle enveloppe gracieusement sa taille dégagée; et une veste artistement ciselée cache son corsage, en laissant à demi découverte sa poitrine, suivant l'usage mâle des pallicares grecs.

Je me suis arrêté un peu plus à ces deux petites productions, parce que je les considère comme un heureux présage de la régénération de l'art antique chez nous. J'avoue cependant que j'ai eu une seconde raison pour en parler; les beaux-arts ne sont encouragés que dans les téats riches, où il y a des inégalités sociales; mais dans un pays pauvre comme le nôtre, s'occuper de peinture, de sculpture etc., c'est se condamner à mourir de faim. Aussi est-il vrai que les frères Fittalis ont fait acte de dévouement quand ils ont négligé leurs intérêts pour faire voir à l'étranger, que malgré une longue oppression, le sentiment du beau n'est pas éteint en Grèce.

Les frères Fittalis me paraissent avoir le burin ferme, net, pur, délicat, et même spirituel; et ce qui peut-être est un

avantage chez eux, c'est qu'ils n'ont jamais visité les musées de l'Europe, et que par conséquent ils ne sont inspirés que de l'art antique de leur pays.

Nous devons encore au ciseau de ces habiles statuaires une colonne sépulcrale dans le style antique. On voit que nous aspirons au moins à regagner notre patrimoine.

A ces ouvrages qui tous sont sortis des ateliers de l'école polytechnique, on peut en ajouter un dernier dont la pensée est due à une dame grecque.

M^{lle} Elisabeth Condaxaki a eu l'heureuse idée de faire dessiner sur les feuillets d'un album les principaux monumens ou endroits de la Grèce, et attacher à côté de chacun d'eux une plante ou fleur cueillie sur les lieux. En face de ces monumens et de ces plantes, on a copié tantôt en grec, tantôt en français, et quelque fois en anglais, les passages des auteurs qui en ont fait mention, tout en ayant soin de les faire surmonter d'une vignette, dont le sujet est tiré de la citation qu'elle sert à orner. La reliure est de velours bleu, richement brodée en argent et dorée sur tranche, portant d'un côté ces mots: «*Bouquet classique 1855,*» et de l'autre, la couronne royale de la Grèce. Une boîte d'olivier et de platane, élégamment travaillée, reçoit dans son fond le *Bouquet classique*.

Tous ceux qui ont mis la main à cet ouvrage appartiennent, à une ou deux exceptions près, à l'école polytechnique d'Athènes.

Tels sont les objets d'art que la Grèce vient d'envoyer à Paris; au milieu des malheurs qui l'accablent depuis une année, des calomnies dont elle est la victime, et des châtimens qu'on lui inflige pour avoir voulu se réhabiliter

dans ses droits, ses progrès, bien qu'entravés, n'ont pu être arrêtés. Fidèle à sa devise:

«Θαροσεν γρη.

»Τάχ' αὐριον ἔσσετ' ἄμεινον,»

elle se présente à l'Exposition de Paris, portant il est vrai un tribut faible, mais moins faible que celui qu'elle avait payé, il y a quatre ans, à l'Exposition universelle de Londres.

D.

Quinzaine politique du Spectateur.

—ooo—

A la publication de notre dernière livraison, le bombardement était suspendu aussi bien que les négociations. Nous croyions à une crise imminente sur les deux points où s'agitent les destinées du monde, et nous avons même différé de quelque jours l'apparition de ce numéro, dans l'espoir d'en pouvoir annoncer le résultat. La double crise s'est en effet produite, mais le résultat définitif se fait encore attendre. A Sevastopol le bombardement n'a pas été repris. L'artillerie après quinze jours d'efforts, où chacun a fait de son mieux, s'est aperçue qu'elle en était pour ses munitions, sans entamer sérieusement les fortifications. On n'a pas tardé de comprendre que la ville n'était pas de celles qu'on prend par un coup de main, ou qu'on démolit aisément par une pluie de fer, et le siège pouvant encore exiger de longues opérations, il était peu prudent de le continuer, sans s'occuper d'abord de l'armée extérieure, qui, comme une épée de Da-

moclés, reste toujours suspendue sur la tête des assiégés, ou comme un nuage menaçant, s'accumule à l'horizon, et est gros d'orages. On a donc changé de plan, et l'on a décidé de suspendre, ou au moins de ralentir les travaux du siège, et d'attaquer les Russes en rase campagne. On croit savoir que dans un conseil de guerre, où trois avis furent ouverts, soit de se porter par mer à Catscha, pour tourner le gros de l'armée ennemie, et prendre ses positions par derrière, soit de marcher par le flanc gauche vers Symphéropol, afin d'intercepter la jonction des corps qui arrivent du nord avec ceux qui occupent déjà les bords de la Tschernaja, soit enfin de faire volte-face contre ces derniers, et de traverser la rivière pour les attaquer, et cette dernière proposition, qui n'était pas celle du général Canrobert, ayant prévalu, c'est ce qui a déterminé ce chef expérimenté et prudent, à céder le commandement au général Pélissier, dont l'Algérie a connu la valeur fougueuse et irrésistible ; ce mouvement agressif, et qui peut bien décider du sort de la guerre, paraît avoir commencé par une reconnaissance, en même temps qu'une expédition navale se portait vers la ville de Kertsch, qu'elle a occupée, et vers la mer d'Azof, où elle a pénétré.

A Vienne, grâce à l'officieuse et infatigable intervention de l'Autriche, les fils des négociations, prêts à se rompre, ont été renoués. Les plénipotentiaires russes, munis enfin de leurs instructions sur le 3^e point, en ont proposé deux solutions opposées, la première fondée sur le principe de *mare apertum*, par lequel le Pont Euxin deviendrait une mer commune à toutes les puissances, et Constantinople un grand chemin ouvert à tout venant ; la

seconde fondée sur le principe de *mare clausum*, avec la faculté reconnue à la Porte d'ouvrir ses détroits à qui et quand bon lui semblerait. Mais l'une et l'autre solution excluaient également toute limitation des forces navales russes, comme portant atteinte aux droits de souveraineté de la Russie, cas prévu et réservé par cette puissance lors de son adhésion à la base générale des quatre points. De l'autre côté les puissances alliées ont écarté d'abord péremptoirement le principe de l'ouverture des détroits, mais elles se sont surtout refusées à toute discussion qui n'aurait pas pour point de départ la réduction de la flotte russe dans la mer Noire. L'Autriche enfin, fidèle à son rôle de conciliation, tout en regrettant de voir la Russie insister si opiniâtrement sur ce point, a jugé que, « en somme, les propositions de cette puissance pouvaient être considérées comme renfermant des principes de nature à être introduits dans un système général et complet, » et elle s'est ingéninée à inventer ce système, c'est à dire un terme moyen, qui fût un peu plus que la Russie n'accordait, un peu moins que les autres ne demandaient, et sur le terrain duquel on pût continuer à traiter. Elle aurait proposé que la flotte russe dans la mer Noire fût limitée à son effectif *ante bellum*, sans qu'il lui fût permis de jamais prendre un plus grand accroissement. On croit que la Russie accéda à cette proposition. M. Drouin de Lhuys n'y souscrivit pas entièrement, mais il déclara qu'il croyait qu'on pouvait la prendre en considération. On avait dit que tel était aussi l'avis de L. J. Russel. Il s'en défendit depuis, mais en tout cas ce ne fut pas celui des gouvernements d'Angleterre et de France ; et dans cette circonstance aussi nous voyons continuer

l'étrange parallèle que nous avons remarqué jusqu'ici entre les destinées de la guerre et celles des négociations qui marchent de front avec elle. En même temps que le commandant en chef de l'armée expéditionnaire de France présente sa démission, et est remplacé, le ministre qui dirige les relations extérieures, et conduit en son nom les négociations à Vienne, donne aussi sa démission parce que son avis n'a pas prévalu, et est remplacé par M. Walewsky, qui, au dire des journaux anglais, abonde dans le sens de la guerre. On a prétendu qu'après ce changement, un *ultimatissimum*, sans doute rédigé sous l'inspiration du nouveau ministre de France, a été présenté par les puissances alliées, et appuyé par l'Autriche, qui, ajoute-t-on, aurait déclaré qu'elle considérerait son rejet par la Russie comme un cas la guerre.

Ici donc encore la guerre et la paix marcheraient d'un pas égal. Tandis que la première lance avec cent mille hommes, son *ultimatissimum* sur les bords de la Tschernaja, la seconde dit à Vienne son dernier mot, et fait un effort suprême. Le même courrier pourrait bien nous apporter le nouvelle d'un côté, que les bases d'un traité ont été arrêtées par l'accord commun des quatre puissances, de l'autre, qu'une des batailles les plus terribles que les fastes de l'histoire aient jamais enregistrées, ait ensanglanté les plaines de la Crimée.

Cependant des nouvelles plus récentes affirment que la dernière proposition du cabinet de Vienne consiste à laisser la Russie et la Turquie conclure à part elles un traité sur le principe de *mare clausum*, et que les autres puissances, auxquelles ce traité serait communiqué après qu'il aurait été signé, obtiennent le droit d'entretenir chacune

par deux vaisseaux de guerre dans la mer Noire. Si tel est en effet l'*ultimatissimum* de l'Autriche, et qu'il ait l'approbation des puissances alliées, ou s'il est émané de leur initiative, il a, si nous ne nous trompons, le mérite de pouvoir être facilement adopté par la Russie, car il nous semble s'éloigner peu d'une proposition qui avait été présentée à la conférence par M. Titoff. Mais ne nous berçons pas trop facilement de trompeuses espérances ; les dernières déclarations des Ministres anglais, et l'attitude du Parlement, sont de nature à beaucoup réduire les chances de la paix.

Quoiqu'il en soit, le monde est de nouveau en suspens, et doute encore s'il doit craindre ou s'il doit espérer ; mais ce qui rend surtout ce doute plus pénible, c'est qu'il ne peut se rendre un compte exact de ce qu'il a à espérer ou à craindre. S'il y a en effet un *ultimatissimum*, et s'il est cette fois pour tout de bon, si l'Autriche n'a pas quelque superlatif d'un ordre plus élevé en réserve, si enfin ce mot formidable, et l'attitude de l'Europe qu'il doit présager, ainsi que la fermeté du langage tenu en Angleterre, finissent par effrayer la Russie, la paix en sera-t-elle cimentée de manière à empêcher le retour des complications actuelles ? Ou bien, si les redoutes russes en rase campagne sont plus faciles à détruire que les bastions, les défilés de la Tschernaja d'un plus facile accès que les chemins couverts de la forteresse, si l'armée russe est battue, que la ville, dénuée de ce soutien, ouvre ses portes, et si la flotte, restée sans défense, est brûlée, ce triple triomphe portera-t-il le coup de grâce à la guerre de sorte qu'elle ne puisse recommencer ? On paraît ne pas en douter un instant. Nous avons exprimé dans notre dernière quinzaine l'opinion contraire,

Nous croyions que pour arrêter, comme on le prétend, l'explosion éventuelle de l'ambition russe, il ne suffit ni d'un traité ni d'un trophée, que la seule garantie pratique serait de lui opposer des digues matérielles. Nous voyons aujourd'hui que nous ne sommes pas les seuls de notre avis. Les plénipotentiaires français à Vienne, en faisant leur réserve sur l'organisation intérieure des provinces daces, ont fait ressortir l'avantage qu'il y aurait à réunir la Valachie et la Moldavie sous un seul gouvernement, pour en constituer une principauté de quatre millions d'habitans, capable d'arrêter les entreprises d'envahissement de leurs voisins.

Mais si l'on reconnaît la nécessité d'une digue, si l'on avoue en même temps que la Turquie, telle qu'elle est constituée aujourd'hui, ne peut en servir, ou autrement la guerre actuelle n'aurait pas eu lieu, pourquoi cette digue serait-elle de quatre millions plutôt que de douze ? pourquoi se composerait-elle des Moldovalaques seuls, et non de tous les chrétiens qui habitent l'Orient ?

M. Xavier Raymond s'est chargé de répondre d'avance à cette question, dans un article intitulé : *une année de guerre et de diplomatie*. Quiconque sait que M. Raymond est un des collaborateurs du journal des Débats, et que l'article en question est publié par la Revue des Deux Mondes (1 mai 1855), ne s'étonnera pas que nous nous en occupions.

M. Raymond a été envoyé en Orient par la direction du journal qui l'occupe, afin de lui fournir des renseignements comme témoin oculaire. Il y est resté quelques semaines ou quelques mois ; il doit connaître son Orient. Or, voilà ce qu'il en sait :

De toutes les populations qui sont répandues sur le vaste empire de la Turquie, celle des Turcs est, à son dire, la meilleure et la plus honnête, et en même temps la seule qui possède une autorité morale quelconque sur toutes les autres. Car telle est l'implacable violence des haines qui les divisent, elles se détestent si cordialement entre elles, que si l'on supprimait les Turcs, on ferait naître parmi les chrétiens une période de carnage et d'exterminations qui ne pourrait finir que par la conquête européenne. Rare et sublime vertu du Coran ! Car à quelle autre cause attribuer cette prépondérance morale d'un peuple sur tant d'autres, qui sont plus civilisés, plus actifs que lui, et infiniment mieux doués de la nature ? Qui a pu défendre son cœur contre ces haines féroces qui divisent les sectateurs de l'Évangile ? Et cependant ces peuples qui se tolèrent moins qu'ils ne tolèrent leurs oppresseurs, sont ceux-là même, qui pendant plus de mille ans se sont inclinés sous la majesté du trône chrétien de Constantinople, qui le considéraient comme le centre où convergeaient leurs nationalités diverses, comme le foyer d'où émanaient pour elles les mêmes principes de développement et de vie. Leur lien a été sanctifié par le même baptême de sang et de larmes. Pendant quatre cents ans leurs cœurs ont battu à l'unisson de la même espérance, et les cris de triomphe partis d'Hydra ou de Missolonghi, ont retenti partout où la croix était foulée par le croissant. M. Xavier Raymond sait beaucoup de choses sur l'Orient. Pourquoi doit-il ignorer que l'aristocratie Valaque, Bulgare et même Serbe, parle le grec tout aussi bien qu'on le parle à Athènes, que des écoles grecques sont établies partout où il y a des chrétiens en Orient, que

des Serbes et des Bulgares ont fait des prodiges de valeur dans les rangs des Grecs pendant leur insurrection pour le salut de la patrie et de la foi commune?

Mais que parlons-nous de foi, et de quoi nous vantons-nous? Nous ne sommes, les meilleurs d'entre nous ne sont que de soi-disant chrétiens. C'est M. Raymond qui nous le dit. Des scélérats, des monstres indignes, qui épouvantent la nature, ne méritent pas ce nom révérend. Jugez plutôt : Dans le dernier effort que les Grecs de la Turquie, profitant des embarras de cet empire, firent l'année passée pour secouer leurs fers, au milieu de toutes les privations dont ils étaient entourés, des hésitations et des craintes que leur inspirait l'attitude que semblait prendre l'Europe, et la désapprobation dont elle les frappait, des entraves que leur mettaient ceux-là même qui leur avaient promis assistance, il y eut un homme qui par l'énergie de son courage, et par son héroïque dévouement à la cause de ses compatriotes, sut s'élever au-dessus de tous les obstacles, qui par son caractère chevaleresque, et par sa bravoure éprouvée sut gagner la confiance des siens, si nécessaire à la discipline, et le respect de l'ennemi, vaincu autant par sa douceur qu'il l'était par ses armes. Cet homme était le général Hadgi Petro. Au moment où l'intrigue triomphait dans toutes les provinces insurgées, paralysait les forces, poussait à la défection, et faisait tomber les armes des mains qui les avaient promenées victorieuses jusqu'au haut de l'Épire et jusqu'aux détroits de l'Olympe; au moment où ses soldats même étaient travaillés, et ses chefs éloignés ou intimidés par tout ce qu'on leur mandait, l'abandonnaient tour à tour, il racheta l'honneur de son pays au combat glorieux

de Calambaca, et toucha presque au but de ses efforts, que la politique avait mis hors de sa portée. Voilà ce qu'on croit savoir du général Hadgi Pétro. Mais veut-on connaître le dessous des cartes? Veut-on savoir à quoi ce chef tant vanté s'occupait en effet à Calambaca, jusqu'à ce que Fuad Effendi y ait mis bon ordre en le forçant de rapasser la frontière avec ses héros soi-disant chrétiens? A brûler vifs tous les soirs, pour l'amusement des dits héros, tous les Turcs qui tombaient en son pouvoir. M. Raymond ne dit pas si le divertissement était accompagné de festins, et si c'est pour les manger que Hadgi Pétro faisait rôtir ses prisonniers. C'est à faire dresser les cheveux sur la tête; c'est une histoire qui, racontée à une foire, au son du tambour, eût obtenu un immense succès. Lorsqu'un colonel français, pour la défense de sa troupe, et afin de déloger de leurs repaires quelques farouches Arabes, en eût fait brûler quelques uns dans les cavernes dont ils se servaient comme de places d'armes inexpugnables, la France entière, sans tenir compte du motif si légitime, poussa un cri d'indignation; cependant les Grecs d'Athènes, non seulement admettent au milieu d'eux ce rotisseur de prisonniers, mais ils ont même le front d'en tirer vanité! Faut-il une plus grande preuve de leur dégradation profonde? Eh bien, quoiqu'en dise M. Raymond, nous pouvons l'assurer que les Grecs ne sont pas moins susceptibles de sentir de l'indignation pour tout ce qui est de nature à l'inspirer; et dans cette catégorie ils ne placent pas la calomnie au dernier rang.

M. Raymond se défend d'être de ces chrétiens qui croient faire acte de foi en médissant des Turcs. Son chris-

tianisme à lui, lui enseigne-t-il donc à dire du mal des chrétiens, à attaquer leur honneur par des accusations gratuites, et qu'il n'est pas en état de prouver ? Le noble capitaine si gravement outragé l'a, nous assure-t-on, provoqué à produire des preuves à l'appui de son dire, qu'il flétrit du nom de mensonge, non sans savoir la portée de ce mot, et sans en avoir mesuré les conséquences.

Nous croirions faire injure au général Hadgi Pétro, si nous entreprenions de le défendre contre une calomnie si odieuse. Mais il nous importe de faire remarquer comment s'écrit l'histoire, lorsque ce sont des hommes prévenus, pour n'importe quelle raison, qui s'en mêlent. Le général Hadgi Petros s'est battu à Loutron, à Frankos, à Trikala, à Bélésy, à Calambaka enfin, toujours de manière à soutenir la réputation de valeur, qui dans la première révolution a attiré l'admiration et l'amour des peuples civilisés sur les Grecs. Un grand nombre de prisonniers lui sont en effet tombés entre les mains. Nous sommes à même d'affirmer à M. Raymond que non seulement il les a toujours traités avec la plus grande humanité, mais que le plus souvent il les a renvoyés sans rançon, et qu'enfin en rentrant en Grèce, il en a remis un grand nombre, par l'intermédiaire d'un haut fonctionnaire militaire du royaume, aux légations de France et d'Angleterre, qui ont pu constater qu'ils n'étaient pas rôtis, pour être renvoyés dans leurs patries respectives. On a vu à cette même époque, des capitaines grecs qui ont relâché leurs prisonniers sans même leur prendre leurs armes. S'étant donné la mission de faire comprendre aux Turcs que ce que ses compatriotes recherchaient, ce n'était point de changer de rôles avec eux, d'en devenir les oppresseurs, comme ils en

avaient été les victimes, mais bien de secouer un joug également insupportable à toutes les races, et d'établir pour toutes une égalité de droits et de liberté, le général Hadgi Pétros a su inspirer une telle confiance aux Turcs eux-mêmes, que plusieurs d'entre eux ne voulaient plus retourner sous leurs drapeaux, un Arabe l'a même suivi à Athènes, et se trouve encore à son service, et on a vu des officiers égyptiens qui, refusant de rentrer dans leurs rangs, lui ont demandé comme une faveur d'être envoyés en Grèce, où ils sont restés long-temps avant de retourner en Egypte. Les beys de Triccala avaient même entamé des négociations avec lui pour le recevoir dans leur ville, et se déclarer pour la cause de la liberté commune. Plusieurs Européens se trouvaient alors dans les camps grecs en Thessalie et en Épire ; car, quoiqu'on en dise, nous sommes heureux de le reconnaître, la noble race des philhellènes est loin de s'être éteinte. M. Raymond pourrait s'adresser encore aux consuls des puissances étrangères, qui suivaient d'un œil attentif les deux partis, leurs mouvements et leur conduite. Les membres d'une commission composée d'un fonctionnaire anglais, d'un fonctionnaire français et d'un fonctionnaire grec, et députée en Thessalie pour inviter les chefs grecs à déposer les armes, seraient encore des témoins dignes de foi. Enfin M. Raymond, s'il tenait à connaître la vérité avant d'énoncer une accusation, qui le met moralement sous la plus grave des responsabilités, eût pu chercher à consulter les rapports intimes des légations de France et d'Angleterre à Athènes, ceux qui étaient destinés à éclairer leurs gouvernements, et non à figurer dans les journaux officiels. Mais il se pourrait que tous

ces témoins eussent le tort d'être des chrétiens peut-être pas à la manière de M. Raymond ; dans ce cas il n'aurait eu qu'à s'adresser aux Turcs même contre lesquels Hadgi Pétró s'est battu, à Zénel-pacha, le général en chef, à Sélim-pacha, le général des Arabes, à Ismaïl-pacha Phrasary, à Chusein-beys, à Nurédin-aga, à Abbas-Lalioi. Tout ennemis qu'ils étaient, ils repousseraient sans doute avec horreur une accusation aussi injuste. M. Raymond veut-il savoir qui a mis les prisonniers à la broche ? Nous sommes tout prêts à le lui dire. Ce sont ceux qui d'après lui sont les meilleurs des hommes dans le meilleur des mondes possibles, et les seuls qui possèdent une autorité morale sur tous les peuples de l'Orient, pour les nommer par leur nom enfin, ce sont les Turcs. Oui, nous l'affirmons, sans craindre d'être démentis. Des Turs de Triccala ont brûlé vifs le 8 (20 mai), trois Maniotes du nom de Pétrós Diamantéas du village Livanova, Michel Charéas du village Prastion, et Stratégoulis Nicolakéas du village Tzéria, tous les trois du dème de Cardamilé. Toute la troupe des Maniotes qui suivait les Thessaliens insurgés, a été témoin de cette terrible exécution. Le farouche Tzélio Pitzari a passé à la broche le 9 (18 juin) dans une redoute sur le bord du fleuve Pénée, un jeune officier, Michel Janéztaraco, neveu du colonel Petropoulakos, en lui lançant ce terrible sarcasme : « C'est maintenant que tu vas nous dire une chanson. » Le supérieur du monastère de S^{te}. Paraskevi, situé à peu de distance, et Patrikios Mourtakos, qui se tenait caché dans ce même lieu, ont été les témoins oculaires de cet affreux supplice, et le corps calciné du malheureux Janéztarco fut depuis retrouvé par ses compagnons.

Encore si ces soi-disant chrétiens, si ces soi-disant Grecs, — car, on le sait, il ne sont que des Albanais, dit le Blackwood's Magazine, ils ne sont que des Slaves, dit M. Falmerayer, — ne brûlaient les hommes que sur le champ de bataille ! Mais vous verrez, ils ne tarderont pas à rétablir les *auto da fe* de l'inquisition. Telle est leur féroce intolérance ! N'ont-ils pas fait mille difficultés pour admettre chez eux un établissement de Sœurs de charité ? Nous pensons que M. Raymond devait au Recueil important qui acceptait sa publication, de mettre à recueillir ses informations moins de légereté que s'il écrivait pour la Bibliothèque des chemins de fer. Il semblerait que ce sont les lauriers de M. About qui n'ont pas laissé dormir M. Raymond. Les Sœurs de Charité ont exercé à Athènes leur pieux ministère pendant les jours néfastes du Choléra, entourées de l'admiration et de la reconnaissance de toute la population. A leur départ, les autorités du pays leur ont adressé des lettres qui contenaient l'expression publique de ces mêmes sentiments, lettres que tout le monde a lu dans les journaux de l'Europe, excepté M. Raymond qui voulait en écrire. Les sœurs de Charité ont depuis très-longtemps à Santorin une école, qui est visitée par les Orthodoxes aussi bien que par les Catholiques. La Grèce ne repousse personne à titre de religion ; il n'y a que la propagande qui n'y fait pas son chemin. L'église grecque est la moins militante de toutes les églises. Ses dogmes sont connus depuis dix-huit siècles. Elle ouvre les bras à tous ceux qui veulent venir à elle, mais elle ne force personne de s'y jeter. Elle ne fait pas de prosélytisme à son profit, et croit seulement juste de se défendre de celui qu'on voudrait faire à ses dépens ; et

elle le fait dans les bornes de ses lois, qui sont à ce sujet bien moins sévères que dans d'autres pays des plus civilisés. Dans cette Grèce, qui, pour son intolérance, doit être mise au ban des peuples civilisés et civilisables, tous les cultes vivent en paix à côté l'un de l'autre, sous la protection de lois qui ont été l'expression libre des sentiments de la nation. Depuis le premier jour de leur indépendance, jusqu'à leur constitution de 1843, les Grecs ont toujours reconnu et admis comme un des principes fondamentaux de leur gouvernement, la liberté de conscience. Des églises de tous les rites s'élèvent de toutes parts, le gouvernement en a lui-même destiné une aux catholiques à Athènes; et une autre, bien plus magnifique que tous les établissements sacrés que possède dans tous le pays le culte de la grande majorité des habitans, y est élevée en ce moment aux frais de la France, sans que personne s'en soit jamais formalisé. Les Hébreux possèdent à Chalcis leur temple, et les Turcs leur mosquée; et telle est la position qui y est faite à ces derniers, que lorsque pendant les événements de l'année dernière, la Grèce étant menacée du courroux de l'Europe, on leur eût proposé de se laisser transporter par les bâtimens des flottes alliées dans les pays gouvernés par le Sultan, ils répondirent au consul de France, qu'ils sont sujets Grecs, et veulent partager le sort de leurs compatriotes. Dans les cimetières de toute la Grèce, les catholiques et les protestans reposent en paix à côté des Grecs; le prêtre grec donne au malade la consolation suprême de la religion, accompagne le mort à sa dernière demeure, pourvu qu'il soit chrétien, et sans demander si durant sa vie il professait la vérité ou l'erreur. L'église grecque a des pri-

ères pour le retour au salut de ceux qui se sont écartés de la voie du Seigneur. Les fonctionnaires sont choisis en Grèce sans égard pour le culte qu'ils professent; il y a plus; les députés sont élus par le libre suffrage du peuple, eu vue de leur mérite, bien plus que de leur religion. Ainsi Santorin, qui ne compte qu'un tout petit nombre de familles catholiques, a pris parmi elles son député actuel, élu sous l'influence du ministère passé, qu'on a voulu qualifier de russe. Le Roi de Grèce, catholique de religion, la Reine, protestante, mais tous les deux Grecs de sentiments et de cœur, sont, malgré ce que l'intrigue a voulu accréditer en Europe, l'idole de leurs sujets. Et telle est l'esprit de rigorisme religieux en Grèce, que l'université y prend ses professeurs indifféremment dans toutes les communions, tandis qu'en Angleterre, nul ne peut faire partie du corps enseignant, à moins de professer les 39 articles.

Mais ceci n'est peut-être pas une objection aux yeux de M. Raymond, qui très-probablement n'éprouverait aucune difficulté à comprendre l'Angleterre dans le même anathème collectif d'intolérance qu'il lance contre les Goths d'autrefois, contre les Français du temps de Louis XIV, contre les Espagnols, contre les Norwégiens, contre les Allemands, contre les Russes, et enfin aussi contre les Grecs, qui ne se trouvent pas après tout en très-mauvaise compagnie. Les Turcs sont évidemment le plus tolérant des peuples de la terre. Il est vrai que le Coran leur enjoint d'exterminer les chrétiens s'ils ne peuvent les convertir. Mais qui pense plus au Coran? Aujourd'hui c'est le Tanzimat qui lui a succédé; et la preuve, c'est qu'ils n'ont ni converti, ni exterminé les chrétiens.

Eh! mais s'ils ne l'ont pas fait c'est qu'ils n'ont pas pu le faire! Les premiers conquérants, fidèles à la voix du prophète, ont bien détruit par le feu et le fer des populations qui ne voulaient pas s'y plier. Cependant ils ont fini par comprendre que toutes leurs belles conquêtes leur seraient de nulle valeur, s'ils les dégarnissaient d'habitans, qu'il leur fallait des bras qui leur cultivassent ces belles compagnes qu'ils avaient noyées dans le sang, et converties en déserts, et que, transigeant avec le Coran, il fallait bien laisser vivre quelques uns de ces chrétiens endurcis qui préféraient la mort à l'apostasie (c'était dans le siècle des ténèbres), en se réservant de leur enlever leurs enfans, et de les réduire en détail par l'intimidation et par les supplices. La puissance croissante des états chrétiens de l'Europe, a enfin fait cesser, bien malgré les Turcs, le tribut odieux des janissaires, et a étendu un voile de protection morale sur les sujets opprimés du sultan; les actes de violence en vue de prosélytisme ne se produisaient plus, et ne se produisent encore qu'à la dérobée, sur les plus faibles, ordinairement sur les femmes et les enfans, et autant que possible loin des yeux des consuls, qui ne manquent presque jamais d'intervenir. Nul ne fut un maître aussi débonnaire que le lion de la fable, lorsqu'on lui eût rogné les griffes et qu'on lui eût arraché les dents. Mais les Turcs reçoivent chez eux avec une tolérance égale les moines grecs ou le patriarche des Druses, les Lazzaristes ou les Dominicains, les sœurs de Charité ou les missionnaires protestants; il se souviennent peu en effet de quelle couleur ou de quelle nuance sont les infidèles, qu'ils enveloppent tous dans la même haine et dans le même mépris. Juifs

ou Arméniens, Yézidis ou Druses, Ansariés, Grecs ou Latins, sont pour le peuple, si non pour le gouvernement turc, qui se borne au Sultan et à ses quelques ministres, également des chiens de Guiaours, qu'ils sauraient bien comment traiter, si on les laissait faire.

Les chrétiens, mangeurs d'hommes, se déchirant à belles dents entre eux, poussant l'intolérance jusqu'à refuser même le bienfait, lorsqu'il leur est offert par une main hérétique, ne pourraient donc former un état, à moins que les Turcs ne mettent un peu de discipline entre eux. *Cette race, aujourd'hui si malheureuse, autre fois si grande et si puissante*, — ce n'est pas des Grecs, c'est des Turcs que M. Raymond veut parler, — est douée de mille et une vertus tant négatives que positives, dont chacune pourrait faire la gloire ou la grandeur d'autres peuples. Surtout admirez son patriotisme. Voyez avec quelle promptitude la Porte a rassemblé les armées formidables qu'elle a envoyées contre les Russes. Il n'y a que les chrétiens que vous savez qui diraient que c'est l'espoir de la rapine qui a assemblé toutes ces hordes, auxquelles on représentait qu'elles n'avaient qu'à tendre la main pour chasser les Russes et pour s'emparer des trésors dont ils sont les dépositaires. Et cette belle armée qu'ils ont improvisée, voyez quelles *rare qualités* elle a déployées, pas à Inkermann, il est vrai, mais enfin ailleurs, lorsqu'elle a forcé les Russes de sortir des provinces danubiennes, qu'ils évacuèrent, comme tout le monde sait, par égard pour l'Autriche. Et non seulement l'armée turque est la meilleure des armées possibles, mais les étrangers même qui la servent, soit qu'elle soit née sous une heureuse étoile, soit qu'elle ait des vertus contagieuses, sont aussi les

meilleurs des étrangers possibles. Ainsi le croate Omer-Pacha est-il une des illustrations militaires de notre époque. Il est vrai qu'il ne s'est trouvé ni à *Olténitza*, ni à *Cetate*, ni à *Silistrie*, ni à aucune bataille ; mais s'il s'y était trouvé, vous auriez vu ce qu'il aurait fait !

Mais telle est la nature du genre humain, ou plutôt telle est la perversité des soi-disant chrétiens de l'Orient, qu'au lieu de se sentir heureux et honorés d'être gouvernés par la plus honnête et la plus vertueuse des races, ils ont le front de se plaindre et de regimber. Les générations à venir pourraient à peine croire, que le gouvernement turc ait, dans sa justice et dans sans sa sollicitude, accordé enfin à ses sujets chrétiens le plus grand des bienfaits qu'ils en eussent pu attendre, le droit de défendre la patrie commune et le trône du Patishah dans les rangs mêmes des armées valeureuses dont nous avons parlé, et à côté des vrais osmanlis, et qu'en réponse à ce don sans égal, il se soit élevé un cri de détresse immense dans tout le pays, et que les populations ingrates se soient cachées dans les gorges des montagnes et dans les forêts, ou aient cherché à émigrer pour se soustraire à cette suprême sanction du principe d'égalité que le sultan veut établir dans ses états, et pour lequel elles ne sont pas encore mûres. Et quelles sont les raisons futiles que ces hommes donnent pour échapper à ce qui devrait remplir leur cœur d'amour et de reconnaissance pour les généreuses intentions de leur gouvernement éclairé ? C'est que d'abord ils n'aiment pas ce gouvernement, et que, s'ils se font soldats, ils voudraient l'être pour le combattre, et non pour le défendre ; c'est qu'en second lieu, éparpillés en petit nombre au milieu d'un nombre beau-

coup plus considérable de Turcs, ils seraient à leur merci, envoyés loin de leurs foyers, dans des contrées où, ignorés et sans soutien, ils périraient victimes de la plus terrible oppression, à laquelle ils n'auraient aucun moyen de se soustraire ; c'est encore que, recrutés comme simples soldats, leur avancement dépendrait entièrement de leurs supérieurs, qui seraient des Turcs, c'est-à-dire que cet avancement serait toujours une chimère. Cet honneur de défendre une patrie qu'ils voudraient servir tout autrement, et un gouvernement dont il sont les ennemis naturels, leur serait plus funeste que la mort ; c'est qu'enfin ce droit de servir la patrie, a ajouté, outre la corvée personnelle, un nouvel impôt à tous ceux qui écrasent déjà les sujets chrétiens de la Porte. Cependant celle-ci, sûre dans sa conscience de mériter de ses sujets la plus profonde reconnaissance pour cette glorieuse réforme qui, au dire de quelques journaux, doit renfermer toutes les autres, a donné à ses Pachas l'ordre de faire signer à tous les chrétiens, par les moyens qu'ils jugeront les plus efficaces, des pétitions contenant des actions de grâce. Nous connaissons cet ordre de source certaine, et nous verrons bientôt ces pétitions orner les colonnes des journaux de Turquie, et peut-être même de quelques journaux de l'Europe.

Voilà sans doute assez de raisons pour convaincre l'Europe que le chrétiens de l'Orient ne seraient ni dignes ni capables de se charger eux-mêmes du gouvernement de leur propre patrie, surtout lorsque cette patrie est un pays si important pour les intérêts de l'Europe entière. Nous en laisserons donc le dépôt aux Turcs, dont nous avons connu tous les mérites. Mais non ; M. Raymon ne

se fait pas non plus illusion, sur la vitalité de leur empire, et sur la valeur politique et morale de son gouvernement. Quel est donc son dernier mot sur cet Orient qui a fait l'objet de ses études? Il détruit tout autour de lui, et il a le cœur de laisser l'Europe effrayée en présence du vide!

Si cependant nous cherchons bien dans son travail, nous y trouvons quelque chose qui est peut-être le reflet de sa véritable pensée. Les scènes de carnage, dit-il, auxquelles se livreraient les Chrétiens, s'ils étaient jamais privés de la férule salutaire des Turcs, ne pourraient avoir de fin que par la conquête européenne, c'est à dire lorsqu'après de longues guerres, l'Europe se serait entendue pour savoir à qui il appartiendrait de conquérir tel ou tel morceau de cette vaste proie. Il faudrait en effet de bien longues guerres pour s'entendre là-dessus, car l'un de ces morceaux s'appelle Constantinople, et celui-là vaut tous les autres, et est un et indivisible. Ne vaudrait-il pas peut-être la peine de chercher si l'on ne peut éviter ces guerres; et mettant de côté, pour un moment; les théories et les prédictions de M. Raymond, considérant aussi que d'un aveu commun la Turquie n'est plus viable, de voir si douze millions de chrétiens, appelés de nouveau à la lumière de l'indépendance et de la vie politique, ne pourraient pas se tendre un main fraternelle, n'auraient pas autant d'autorité morale les uns sur les autres que les Turcs en avaient sur eux, ou plutôt assez de force morale sur eux-mêmes, pour se discipliner et se fusionner au creuset d'une égalité parfaite, comme quelques uns d'entre eux, les Vlaques, les Albanais et les Grecs se sont entièrement fondus ensemble dans le Royaume de la Grèce? Ce serait un essai, si l'on veut, mais un essai qui coûterait

moins cher que ceux auxquels on se livre depuis quelque temps pour trouver une solution impossible à la question d'Orient, que celui même que semble mettre en avant M. Raymond. Un peuple étranger qui conquerrait ces pays, ne ferait que remplacer les Turcs. Il n'absorbera jamais le peuples qui l'habitent, et qui sont d'un autre culte, et d'une origine si noble selon eux, qu'ils ne voudront jamais la renier; il en sera toujours vu d'un œil hostile, et menacé de continuelles révoltes. La pomme de discorde dont il se sera emparé, lui portera malheur; On la lui disputera de toute part. D'autres voudront le supplanter au même titre qu'il a supplanté les autres, et l'Orient sera plus que jamais le théâtre des déchirements les plus terribles et les plus dangereux pour la sécurité de l'Europe. Les chrétiens de l'Orient au contraire, si on réussit en effet à les unir et à les organiser, n'auront à lutter ni contre un élément hétérogène dans leur propre pays, ni contre une force étrangère, qui aurait sur ce pays les mêmes droits qu'eux mêmes. En un mot, la conservation de l'empire décrépît du Sultan, ou la conquête européenne de l'Orient, serait la dissolution et la faiblesse à l'intérieur, la guerre au dehors; la restauration au contraire de l'empire des chrétiens, serait l'équilibre, la force et la paix.

A.